

REVUE DE PRESSE



« PARTENARIAT EURO-AMÉRICAIN : UNE NOUVELLE APPROCHE »



Mars 2010

CONTACT PRESSE :

Stéphanie Baz, Chargée de communication, sbaz@notre-europe.eu, 01 44 58 97 84

Présentation officielle du rapport au Parlement Européen

Bruxelles – le 16 mars 2010

Dans le cadre de son axe de recherche «Europe et Gouvernance mondiale », *Notre Europe* a publié un rapport intitulé « **Partenariat Euro-américain : une nouvelle approche** », issu des travaux menés par le **groupe de réflexion** de haut niveau établi par le think tank et composé d'anciens ministres et chefs de gouvernement européens : **Romano Prodi, Guy Verhofstadt (Co-Présidents), Jerzy Buzek, Etienne Davignon, Jacques Delors, Joschka Fischer, Paavo Lipponen, et Tommaso Padoa-Schioppa**. Ce rapport a été finalisé par **Nicole Gnesotto** en tant que rapporteur, et coordonné par **Sami Andoura, Timo Behr et Gaëtane Ricard-Nihoul** pour *Notre Europe*.

Dans ce rapport, le Groupe de Haut niveau dresse un **bilan lucide des évolutions du monde et de leur impact sur l'Union européenne et les Etats-Unis**. Il s'agit surtout d'**une approche nouvelle – loin des illusions nationales de l'Union et impériales de l'Amérique** – pour que le partenariat euro-américain devienne également un tremplin pour l'émergence d'un partenariat global. A travers réflexions et analyses, à l'heure des bouleversements internationaux, ce rapport entend répondre à l'interrogation principale suivante : « **Quel type de mondialisation voulons-nous ?** ».



Notre Europe, et les membres de son groupe de réflexion ont présenté officiellement le rapport le 16 mars au Parlement européen à l'invitation de son président actuel, l'ancien premier ministre polonais, Monsieur **Jerzy Buzek**. Ce dernier a ouvert la session en exposant le « Partenariat euro-américain : une nouvelle approche ». Monsieur **Tommaso Padoa-Schioppa**, Président de *Notre Europe* et ancien ministre italien des Finances, a présenté les activités du think tank *Notre Europe* et la constitution du groupe de réflexion pour l'élaboration du rapport. Monsieur **Etienne Davignon**, Ministre d'Etat belge, ancien Vice-Président de la Commission européenne a ensuite exposé plus en détail le concept de ce travail commun. Mme **Nicole Gnesotto**, Vice-présidente de *Notre Europe* et rapporteur du groupe, a modéré les échanges qui se sont, par la suite, poursuivis avec la salle, constituée essentiellement de membres du Parlement Européen.

Plus de cent personnes ont assisté à cette présentation. La presse accréditée auprès des Institutions Européennes était également présente dans la salle.

A l'invitation de Jerzy Buzek, un déjeuner a été offert aux membres du groupe, auquel **Monsieur Guy Verhofstadt**, Président du groupe ALDE au parlement Européen, ancien premier ministre belge s'est joint. La prochaine possibilité de faire un voyage outre-Atlantique, afin d'y présenter le rapport, a été évoqué.

A l'invitation du Président de la Commission AFET, monsieur **Gabriele Albertini**, le rapport a de nouveau été présenté par messieurs Padoa-Schioppa et Davignon. Le « partenariat euro-américain » a été largement distribué au cours de cette journée aux membres du Parlement.

Revue de Presse :

Presse écrite :

Le Monde :

- 17/03 « Mme Ashton et l'UE en quête d'un rôle à Proche-Orient »
- 26/03 « Europe et Etats-Unis en quête d'un nouveau partenariat par Jean-Pierre Stroobants »

Le Figaro :

- 30/03 « Pour un renouveau du partenariat euro-américain »

Le Soir :

- 17/03 « Pour un renouveau du partenariat euro-américain »

De Morgen :

- 17/03 « Een Europees-Amerikaans partnerschap voor de 21ste eeuw »

Le Temps :

- 17/03 « Pour une doctrine euro-américaine de maîtrise de la globalisation »

The economist :

- 31/03 « Foreign-policy wisdom and folly »

Agence Europe - Le Bulletin quotidien :

- 17/03 « UE/ÉTATS-UNIS: un partenariat euro-américain fort « ne sera possible que si les 27 acceptent de partager leur souveraineté pour parler d'une seule voix »
- 18/03 « Le texte sur le nouveau partenariat euro-américain soulève des questions essentielles pour l'avenir de l'Union européenne »
- 20/03 « UE/USA: rôle du Traité de Lisbonne et de l'équilibre principes/pragmatisme »

La lettre A :

- 12/03 « Notre Europe se raccroche aux USA »

L'Agefi :

- 23/03 : « Axe euro-américain et mondialisation »

Radios :

RFI :

- 26/03 : « Sami Andoura, chargé d'étude au centre de réflexion "Notre Europe", auteur d'un rapport sur le partenariat Euro-américain »

Radio Vatican :

- 17/03 : Dossier : UE-USA, comment améliorer le dialogue ?

Presse en ligne:

Euractiv.com et .de :

- 17/03 « Buzek : l'UE devrait être plus pragmatique et les Etats-Unis plus romantiques »
- 17/03 « Buzek: EU soll pragmatischer sein, die USA – romantischer »

Toute l'Europe :

- 29/03 « Etats-Unis – Europe : Vu du Bureau ovale »

Fondation Robert Schuman :

- 22/03 « UE-US »

Sauvons l'Europe :

- 12/04 « Pour un nouveau partenariat Europe-Amérique »

EU-Blog :

- 06/04 « C'est l'heure de vérité »

Mme Ashton et l'UE en quête d'un rôle au Proche-Orient

LE MONDE | 18.03.10 | 10h23 • Mis à jour le 18.03.10 | 14h08
Jérusalem, Bruxelles Correspondants

Avec un soupir, Catherine Ashton a répondu, mercredi 17 mars, à la question de savoir quel rôle l'Union européenne (UE) peut jouer dans un processus de paix israélo-palestinien où ni les Israéliens ni les Américains ne semblent décidés à lui faire de la place. *"Personne n'a à déterminer comment les Européens doivent s'impliquer"*, a-t-elle souligné avant de rappeler que les Vingt-Sept sont parvenus à la conclusion, en décembre 2009, que les négociations devaient aller de l'avant. Mon travail, a-t-elle insisté, est de transformer ce consensus en *"action positive"* sur le processus de paix.

Comment ? La réponse restait incertaine à l'issue d'une journée en Israël et dans les Territoires palestiniens de la haute représentante de l'UE pour la politique étrangère, dont c'est le premier déplacement dans la région. Mme Ashton, qui se trouve jeudi dans la bande de Gaza, a rencontré quelques heures plus tôt à Ramallah, en Cisjordanie, le président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas. Celui-ci, selon Saëb Erakat, le principal négociateur palestinien, l'a chargée de *"faire pression sur Israël pour stopper complètement"* la colonisation en Cisjordanie et à Jérusalem.

Avigdor Lieberman, le ministre israélien des affaires étrangères, a répondu indirectement à cette requête avec son franc-parler habituel : *"Cette demande d'empêcher les juifs de construire à Jérusalem-Est n'est pas du tout raisonnable."* A Bruxelles, ce voyage était considéré à la fois comme un test et comme un baptême du feu pour la haute représentante, qui a connu des débuts laborieux et essuie de nombreuses critiques. Notamment pour ses absences à Haïti, après le tremblement de terre, et en Espagne, fin février, pour une réunion des ministres européens de la défense.

Elle doit également surmonter des doutes de plus en plus marqués quant à la mise en place, dans les délais prévus, du service diplomatique européen.

A Jérusalem, les diplomates israéliens s'attendaient à cette *"vieille rengaine"*, selon l'un d'eux, d'un *"rôle pour l'Europe"* dans le processus de paix. *"Depuis des*

années, ajoute ce haut fonctionnaire, *l'UE réitère cette demande mais où sont ses propositions ? Si on veut jouer un rôle, il faut se rendre indispensable.*"

Interrogé il y a deux semaines par *Le Monde*, le président israélien, Shimon Pérès, avait été plus net s'agissant de la place de l'UE: "*Quant à être dans la salle des négociations [israélo-américano-palestiniennes], c'est une si petite salle avec tant de participants... ce n'est pas l'objet.*" "*Il n'y a pas de poste vacant*", tranche un diplomate israélien.

"PÉRIODE D'APPRENTISSAGE"

Les Israéliens estiment que Mme Ashton est encore "*en période d'apprentissage sur le Proche-Orient*", ce qui explique que ses entretiens avec le premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou, et M. Lieberman, sont qualifiés par les deux parties de "*premiers contacts*". Au-delà, les relations entre l'Etat juif et l'Europe restent empreintes de méfiance. Israël n'a guère apprécié les conclusions de la présidence suédoise de l'Union, en décembre 2009, critiquant sans ambages l'"*annexion illégale*" de Jérusalem-Est.

De même, l'adoption, le 10 mars, par le Parlement européen, d'une résolution incitant les Vingt-Sept à contrôler l'application des recommandations du rapport Goldstone sur la guerre à Gaza de l'hiver 2008, a été vivement critiquée à Jérusalem.

Ces réactions peuvent, a contrario, conforter les Européens : Israël n'est pas indifférent, loin de là, aux positions de l'UE, ne serait-ce que parce que celle-ci est le principal bailleur de fonds des Palestiniens, ce qui évite à l'Etat juif d'assumer des responsabilités économiques en Cisjordanie.

Dans un tel contexte, la diplomatie européenne parviendra-t-elle à réaliser son objectif qui est, officiellement, de faire du Proche-Orient l'une des priorités de sa politique? "*Ashton veut s'impliquer, c'est bien, mais le moment est, malheureusement pour elle, particulièrement difficile*", résume un haut diplomate bruxellois.

"Les résultats risquent donc d'être nuls, comme ceux de la nouvelle réunion du Quartet [Etats-Unis, Russie, UE et ONU], à laquelle elle participera vendredi, à Moscou." "*Si les Etats-Unis n'ont rien obtenu des dirigeants israéliens, ne nous berçons pas d'illusion*", ajoute ce diplomate.

A Moscou, Mme Ashton espère "*revigorer, rendre [le Quartet] plus visible, plus actif*". Mais un diplomate de son entourage est moins optimiste: "*C'est un groupe de contact, où on compare les notes des uns et des autres. Après, il faut la volonté de l'utiliser.*" A Bruxelles, certains hauts fonctionnaires pensent qu'une action volontariste permettrait à l'UE de développer une politique qui lui serait propre et, par là, son influence politique dans la région.

"Les Européens ont plus de marge de manœuvre qu'ils ne le croient et les Etats-Unis sont, dans ce conflit, moins déterminants qu'ils ne le voudraient", estime le groupe de réflexion Notre Europe, dirigé par Jacques Delors. *"Les Européens, résume un autre diplomate, fin connaisseur de la région, ont des atouts, notamment des instruments économiques au service d'une diplomatie. A eux de les faire valoir."*

Laurent Zecchini et Jean-Pierre Stroobants

Europe et Etats-Unis en quête d'un nouveau partenariat, par Jean-Pierre Stroobants

LE MONDE | 26.03.10 | 13h32 • Mis à jour le 26.03.10 | 13h32

S'ils avaient, à l'époque, pu nourrir un doute, tous les spécialistes des relations internationales l'ont balayé : l'échec du sommet de Copenhague sur le climat, en décembre 2009, restera bel et bien comme un moment fort de l'histoire politique de l'Union européenne. Mise à l'écart de la négociation finale, celle-ci est entrée, ensuite, dans une phase de crise : elle a vu se matérialiser le spectre de sa marginalisation.

Après l'épisode danois, les Européens ont commencé à s'interroger sur Barack Obama, les difficultés de la "relation transatlantique" ont été étalées au grand jour, et l'exercice d'illusionnisme de l'Union, qui affirme publiquement son intégration mais s'astreint chaque jour au respect des prérogatives nationales, a montré ses limites. Copenhague a, en fait, illustré le fait que, lorsqu'ils sont désunis, les Vingt-Sept ne pèsent que d'un poids de plus en plus relatif, et que, lorsqu'ils sont unis, comme ce fut globalement le cas lors de ces discussions climatiques, cela ne suffit plus à assurer leur influence...

Pour ce qui est des divergences euro-américaines, plus question de blâmer l'administration républicaine : c'est bien un démocrate - populaire, unanimement applaudi et apparemment désireux d'investir du temps dans sa relation avec les Vingt-Sept -, qui s'interroge sur les résultats d'une politique décrite, à Washington, comme "*peu productive*".

C'est que, désormais, la liste est longue des sujets qui fâchent et ne peuvent plus être mis sur le compte des oppositions naturelles avec les "néocons" de l'ère Bush. On a polémiquée récemment sur le renforcement de la présence militaire en Afghanistan, sur les échanges de données bancaires au nom de la lutte antiterroriste (le dossier Swift, cassé par le Parlement européen), sur le renforcement de la coopération entre l'OTAN et l'Union européenne rendu impossible par un différend entre la Turquie et Chypre, mais aussi, plus fondamentalement, par la compétition entre les deux structures et l'absence d'une réflexion stratégique commune.

La volonté européenne d'instaurer un système international de lutte contre le réchauffement se heurte aux réticences américaines à l'égard des contraintes multilatérales. Cela paralyse une possible action commune sur les transferts de technologies propres vers les pays en développement et renforce les puissances émergentes dans leur immobilisme.

Enfin, l'administration américaine ne peut plus masquer son incompréhension quant au processus de décision européen. Le traité de Lisbonne devait instaurer des changements structurels et positionner l'UE comme un véritable "acteur global" et cohérent sur les plans politique, économique et sécuritaire. En raison de ses divisions politiques, elle n'y arrivera pas, a rapidement conclu Washington.

Dans un texte cinglant de la revue *Europe's World* (mars), Kurt Volker, ex-ambassadeur auprès de l'OTAN, résume : *"Les gouvernements de l'Union s'accrocheront solidement à leurs prérogatives nationales face aux défis les plus importants."* Pour les fonctions-clés de président du Conseil et de haut représentant pour la politique extérieure, note-t-il, *"les dirigeants ont choisi des bâtisseurs de consensus de faible envergure, dont le rôle consistera essentiellement à coordonner les Etats membres"*.

En résumé, difficile de faire de la relation avec une Europe divisée et nombriliste une priorité, même pour les plus atlantistes des dirigeants américains.

L'avenir ? *"Potentiellement dramatique"*, estime le groupe de réflexion Notre Europe, qui rassemble Jacques Delors, Joschka Fischer, Romano Prodi et Guy Verhofstadt. Ce think tank vient de publier des propositions pour un nouveau partenariat euro-américain. Il diagnostique un double risque : une Amérique à la recherche de nouveaux partenaires mondiaux, mais fragilisée par la perte de son alliance européenne et par la dynamique asiatique de la mondialisation ; une Europe "pré-Maastricht" obnubilée par ses rivalités nationales et sa prétendue "relation spéciale" avec Washington, peu à peu reléguée au rôle d'acteur marginal de l'histoire et de la mondialisation.

Les Etats-Unis, notent les auteurs, ont peut-être des raisons de douter d'une Europe qui deviendrait une *"Suisse du monde"*, mais ils doivent admettre que, tout en concentrant la moitié des dépenses mondiales d'armement, ils ne sont pas parvenus à éradiquer le terrorisme, à sortir victorieux d'Afghanistan ou à renverser la dynamique à l'oeuvre au Moyen-Orient. Compte tenu de sa composition, le groupe ne voit de solution que dans une plus grande intégration.

L'impuissance des Etats-nations lui semble une évidence, tout comme la nécessité de faire naître un "*intérêt national européen*", tandis que les Américains abandonneraient leur illusion de l'hégémonie impériale.

Des deux côtés de l'Atlantique, en tout cas, il est peut-être temps de prendre conscience qu'un nouveau partenariat est indispensable et, qu'en toute hypothèse, il ne devrait pas servir à restaurer le leadership occidental, mais plutôt à faire émerger de nouveaux partenaires globaux capables de négocier d'égal à égal, avec tous les grands acteurs de la scène internationale.

Courriel : stroobants@lemonde.fr.

Jean-Pierre Stroobants

Article paru dans l'édition du 27.03.10

Jacques Delors

L'ancien président de la Commission européenne, associé à plusieurs signataires*, appelle les deux puissances à mettre en œuvre une nouvelle doctrine capable de répondre aux défis de la mondialisation.



Philippe Chalmin

Professeur d'économie à l'université Paris-Dauphine*, l'auteur revient sur les récentes déclarations du chef de l'État à propos de la politique agricole commune.

DESSINS D'OBRTZ



HERVÉ GAYMARD

Nation et engagement
HERVÉ GAYMARD.
CNRS EDITIONS.
62 pages. 4 €.

Pour un renouveau du partenariat euro-américain

La décennie 2010 ne pouvait s'ouvrir sur de meilleurs auspices pour le partenariat euro-américain. Avec le traité de Lisbonne désormais en vigueur et au début d'une nouvelle législature, l'Union européenne est finalement en condition d'ouvrir un nouveau chapitre de sa marche vers l'union. Les États-Unis de Barack Obama ont retrouvé, de leur côté, l'image positive et la crédibilité internationale qu'ils avaient perdues. A priori, tous les ingrédients existent pour relancer et conforter un partenariat majeur entre l'Europe et les États-Unis : le président américain est admiré en Europe ; le discours américain a renoué avec les principes du multilatéralisme, du dialogue et de la négociation chers à toute stratégie européenne. La puissance cumulée des deux partenaires – qui représentent plus de la moitié de la richesse mondiale – ainsi que l'interdépendance de leurs économies dans la crise actuelle confortent la nécessité et l'importance d'une coopération euro-américaine sans faille.

Or la réalité ne suit pas encore. Face à la multitude des défis qui s'accumulent sur la scène internationale – le climat, les risques de nouvelles crises économiques, les crispations stratégiques au Moyen-Orient et en Russie – le partenariat euro-américain apparaît à la fois indispensable et insatisfaisant, toujours central

mais toujours difficile à mettre en œuvre. L'échec de la conférence de Copenhague sur le climat, en décembre 2009, en fut une cuisante illustration. Ce paradoxe de la relation euro-américaine tient néanmoins à des divergences massives et systématiques sur les grands dossier de l'heure. C'est au contraire dans l'évolution même du contexte international, dans les bouleversements profonds que la mondialisation induit et impose à chacun des acteurs, que la volonté politique des deux partenaires se perd, absorbée par les complexités et les contraintes des dynamiques politiques internes. En une dizaine d'années, depuis l'an 2000, les fondements de la puissance américaine (la force militaire, l'excellence technologique et la réussite économique), tout comme les certitudes de la construction européenne (la prospérité continue, l'adhésion des citoyens et la séduction d'un modèle) se retrouvent profondément ébranlés. Et c'est de cette appréhension globale des effets de la mondialisation que dépendront aussi l'invention, la mise en œuvre et le succès d'un nouveau partenariat euro-américain adapté au monde du XXIe siècle.

Toutefois, la mondialisation n'est ni un destin implacable pour tous, ni, à l'inverse, une garantie collective de prospérité. Elle est – et surtout sera – le résultat des stratégies et des compromis politiques, volontaires ou non, pacifiques ou non, qui émergeront du jeu complexe des relations internationales. L'élabora-

tion et la mise en œuvre d'un système de gouvernance relativement stable et consensuel de la mondialisation sont devenues en effet des enjeux majeurs pour l'ensemble des acteurs internationaux, qu'ils soient économiques, financiers ou politiques.

L'Union et les États-Unis ont un rôle et une responsabilité majeurs à assumer dans ce nouveau concert des puissances qui se

tions internationales ; la recherche et l'acceptation d'un partage des souverainetés pour la gestion des enjeux globaux de la mondialisation ; la valorisation du partenariat euro-américain, moins comme condition du leadership occidental que comme tremplin pour l'émergence de partenariats globaux avec tous les acteurs de la scène internationale ; et le renoncement aux doubles démons euro-

Depuis l'an 2000, les fondements de la puissance américaine tout comme les certitudes de la construction européenne se retrouvent profondément ébranlés

met en place. Mais les relations euro-américaines ne peuvent plus être conçues et mises en œuvre sur le modèle traditionnel qui les soutient pendant plus d'un demi-siècle. C'est pourquoi, rassemblé à l'initiative du think-tank Notre Europe, le Groupe de Haut niveau sur l'avenir du partenariat euro-américain, composé d'anciens ministres et chefs de gouvernement européens, propose une approche nouvelle pour que le partenariat euro-américain devienne également un tremplin pour l'émergence d'un partenariat global.

L'Union européenne et ses États membres, ainsi que les États-Unis, doivent adopter d'abord et en urgence une nouvelle doctrine commune pour la maîtrise de la mondialisation, doctrine qui serait fondée sur les éléments suivants : la pratique et la promotion du multilatéralisme comme fondement des négocia-

américains que furent l'illusion des souverainetés nationales d'un côté, l'illusion de l'hégémonie impériale de l'autre.

Pour l'Union européenne, l'urgence est d'autant plus forte que la mondialisation ne lui épargne aucune épreuve. Les risques d'une marginalisation de l'Union dans la mondialisation sont en effet majeurs. Si l'Europe veut continuer de peser sur l'évolution du monde et de l'Amérique, alors il est urgent que le Conseil européen se réapproprie l'ambition et la recherche d'une plus grande unité politique de l'Union. A l'heure de la mondialisation, l'Europe politique redéveut en effet une idée neuve.

Jerzy Buzek, Étienne Davignon, Joschka Fischer, Paavo Lipponen, Tommaso Padoa-Schioppa, Romano Prodi, Guy Verhofstadt, et Nicole Gnesotto, pour Notre Europe.

PAC : le bon combat ?

Le monde agricole a de quoi être heureux : enfin quelqu'un s'intéresse à lui ! Ces derniers mois, il y avait vraiment de quoi douter : grève du lait, manifestations, colloques et commissions en tout genre, rien n'y faisait. L'agriculture était bien le cadet des soucis français et européens, loin, très loin, derrière la Grèce ou l'Islande, les banques ou les constructeurs automobiles. Heuliez ou la raffinerie de Dunkerque. Certes les politiques étaient tous passés au salon pour flatter le cul des vaches et des électeurs à quelques semaines des régionales : des élections où on avait bien peu parlé d'agriculture et dont les grands vainqueurs, les écologistes, ont une vision évolutant quelque part entre le « bon sauvage » et le gardien de l'économie rural. Et voilà qu'on s'intéresse à l'agriculture. Et pas n'importe qui : le président de la République lui-même qui remet l'agriculture au sommet de la pile des réformes à entreprendre. Enfin !

Pour le monde agricole, la grande réforme à venir est européenne et elle a un échancier bien précis : 2013. C'est en effet la date butoir négociée en son temps par Jacques Chirac pour assurer la pérennité du budget de la PAC. La politique agricole commune, c'est le cœur de

l'histoire de l'Europe. Après le charbon et l'acier dans les années 1950, c'est sur les dossiers agricoles dans les années 1960 et 1970 que s'est forgé un véritable « agir » européen. Mettre en place des prix agricoles communs européens en 1962, c'était aussi révolutionnaire que de créer l'euro en 1999 ! Mais le temps a passé : l'agriculture ne pèse plus guère dans les économies, dans l'emploi et donc en matière politique. Mais faute d'autres véritables avancées européennes, la PAC continue à compter pour près de la moitié du budget européen, ce dont ne manquent pas de

La fermeté ne doit pas être un combat d'arrière-garde, et c'est vraiment une nouvelle PAC qu'il faut proposer

s'offusquer les « eurosceptiques » au premier rang desquels on trouve nos chers « amis » britanniques. De réformes en « bilans de santé », la Commission de Bruxelles a bel et bien préparé ces dernières années le démantèlement de la PAC. Et le nombre des mécanismes mis en place puis amendés, complétés au fil des ans et des crises méritent un toiletteau, voire une refonte complète. Et puis nous sommes désormais 27 avec des nouveaux membres – telle la Roumanie du nouveau commissaire à l'Agriculture – qui ont une histoire et des objectifs différents.

En 2013, le choix semble clair : soit

poursuivre la dilution de la PAC dans un magma rural-écologique, soit inventer une nouvelle PAC avec le meilleur de ce qui existe mais sans pour autant revenir vers la « PAC de papa ». Quand Nicolas Sarkozy dit que « la France est prête à

assumer la responsabilité d'une crise dans l'Union européenne pour assurer la pérennité de la politique agricole commune », on ne peut qu'applaudir. Mais cette fermeté ne doit pas être un combat d'arrière-garde, et c'est vraiment une nouvelle PAC qu'il faut proposer.

Al'origine, le mécanisme de base de la PAC était celui de la garantie des prix à la fois en matière de stabilité et de niveau. Toute l'aide passe par le biais du prix payé au producteur par le consommateur et indirectement par le

contribuable lorsqu'il s'agit d'abréger l'exportation de nos excédents. Aujourd'hui, pareille approche n'est ni faisable ni souhaitable pour de très nombreuses productions. La future PAC devra en effet être compatible avec les règles de l'OMC et ce d'autant plus que l'Europe est et sera, demain encore plus, exportatrice. Déjà de très nombreux agriculteurs vivent à l'heure des marchés internationaux pour les bons... et les mauvais jours. Pour des productions comme les céréales ou les oléagineux, la mutation est quasi irréversible. Lorsque Nicolas Sarkozy dit : « Je suis prêt à aller à la crise plutôt que de laisser la spéculation fixer de manière erratique les prix agricoles », on ne peut s'empêcher de penser qu'il se trompe de combat. Pour les grandes cultures on ne peut imaginer isoler l'Europe du reste

du monde, et la nature des marchés internationaux des produits agricoles est bien d'être instable au gré des aléas climatiques ou politiques. Les aides doivent intervenir après le marché en fonction d'un véritable contrat entre l'agriculteur et la société. Pour contre, pour les produits animaux (lait, viandes bovines et ovines) la problématique peut et doit être différente : la présence de l'animal « sur » le sol est aussi un gage d'aménagement du territoire que la seule valorisation des produits ne peut justifier. La suppression programmée des quotas laitiers est de ce point de vue une absurdité.

À une Europe qui se cherche des projets fédérateurs, l'agriculture peut encore apporter quelques belles pages. Mais attention à un vieux mal français caractéristique de ces dernières décennies : la France défendait d'autant plus la PAC que l'on pouvait botter en touche sur Bruxelles au moindre problème. Ne nous trompons pas : même si l'on parvient à sauver la PAC post-2013, son poids devra baisser dans le budget européen et la plupart des mesures devront être « co-financées ». Saurons-nous alors en trouver les ressources du côté de Bercy ? De même il est admirable de parler de « d'autosuffisance et de sécurité alimentaire » mais en même temps est-il bien raisonnable de laisser verrouillé le débat sur les OGM et les biotechnologies ? Nicolas Sarkozy a entendu mal de vivre agricole. C'est bien. Mais attention aux promesses que l'on ne pourra tenir sur des lignes indéfendables. La terre n'aime pas qu'on lui mente !

*Auteur de « Le monde à faim »
Bourin éditeur.*

Bibliothèque des essais

PAUL-FRANÇOIS PAOLI

Le débat sur l'identité nationale n'est pas tout à fait vain s'il suscite quelques réflexions ambitieuses. Ainsi de celle que nous livre, ces jours-ci, l'ancien ministre Hervé Gaymard qui fut l'auteur d'un beau livre sur Malraux voici quelques années. Dans *Nation et engagement* –, le Savoyard qu'il est adresse un poème transi d'amour à la France. On se plait trop de l'inculture historique et littéraire des hommes politiques pour bouder notre plaisir.

La culture de Gaymard, sa connaissance de l'histoire de ce pays sont dignes d'admiration. Gaulliste inclassable, libéral éclairé et républicain non dogmatique, Gaymard réfléchit à la destinée de la France depuis ses origines, un pays qu'il perçoit aujourd'hui comme frappé d'une terrible dépression. Pour Gaymard, les Français, qu'ils le sachent ou non, ne se sont jamais vraiment remis de l'effondrement de 1940. « L'irrémissible tragédie qui vit l'effondrement d'une nation divisée contre elle-même continue de dominer ceux qui ne l'ont pas vécu », écrit-il.

Un des maux récurrents de ce pays réside, selon lui, dans la non-assumption de son histoire et de son passé, avec ses ombres et ses lumières. Même si la France a connu des phases très sombres, Gaymard plaide non coupable. Cela ne fait pas de lui un nationaliste, loin de là. Partisan d'une nation ouverte, il se prononce, dans ce livre dédié à l'historien du monde arabe Henri Laurens, pour une meilleure compréhension de l'Islam. Militant intraitable de la laïcité, il affirme l'évidence des racines chrétiennes de la France. Partisan de l'État-nation, il

considère que cette figure n'est pas dépassée historiquement et qu'elle doit pouvoir être compatible avec l'Europe puissante qu'il appelle de ses voeux. Face au pessimisme ambiant, Gaymard plaide pour le volontarisme et le retour du politique.

« La question la plus urgente me semble être la peur qui est en nous-même, cette angoisse fondamentale que nous cause notre incapacité à susciter un projet neuf dans un monde bouleversé », écrit Gaymard. Ce livre vibrant au style superbe est celui d'un homme de conviction.

DeMorgen.be



Denk aan het milieu. Denk na voor je print!

Een Europees-Amerikaans partnerschap voor de 21ste eeuw

In plaats van zich blind te staren op binnenlandse problemen, moeten Europa en de VS weer meer gaan samenwerken, schrijft een groep Europese toppolitici. Etienne Davignon is voormalig vicevoorzitter van de Europese Commissie, Jacques Delors voormalig voorzitter van de Europese Commissie, Guy Verhofstadt voorzitter van de Europese liberale fractie.

De Europese Unie, haar lidstaten en de VS moeten dringend een nieuw gemeenschappelijk actieplan maken om de globalisering in goede banen te leiden

Het nieuwe decennium kon voor de Euro-Amerikaanse relaties moeilijk beter gestart zijn. Nu het Verdrag van Lissabon eindelijk van kracht is en dit bovendien aan het begin van een nieuwe legislatuur, kan de Europese Unie beter meer dan ooit vooruit gaan op haar weg naar meer eenheid en integratie. Tegelijkertijd herwonnen de Verenigde Staten met de verkiezing van Barack Obama opnieuw het positief imago en de internationale geloofwaardigheid die ze waren kwijt geraakt. In Europa kijkt men weer op naar de Amerikaanse president en zijn discours, dat opnieuw gebaseerd is op de principes van multilateralisme, dialoog en onderhandelingen, hetgeen Europa zo nauw aan het hart ligt. Zowel de gezamenlijke macht van beide partners - samen goed voor meer dan de helft van de globale welvaart - als de onderlinge verwevenheid van beide economieën in de huidige crisis, tonen aan hoe nodig en belangrijk een hechte Europese-Amerikaanse samenwerking is.

Toch komt een versterking van deze alliantie niet van de grond. Ten aanzien van internationale uitdagingen zoals de klimaatverandering, het risico van een nieuwe economische crisis of geopolitieke spanningen in het Midden-Oosten of Rusland is het Europees-Amerikaanse partnerschap wel onmisbaar, maar kan het desalniettemin geen enkel resultaat voorleggen. Hiervan is de mislukking van de Klimaatconferentie in Kopenhagen in december 2009 een pijnlijk bewijs.

Deze paradox van de Europees-Amerikaanse relatie is evenwel niet te wijten aan diplomatiek falen of aan grote en structurele onenigheid over de grote dossiers. Nee, we moeten de oorzaak ervan eerder zoeken in de geopolitieke evolutie en de gevolgen van de globalisering. Deze hebben een onmiskenbare impact op alle internationale spelers. Ze zorgen ervoor dat zowel Europa als de Verenigde Staten zich meer concentreren op de binnenlandse problemen en hun beider wil om meer samen te werken wat zien wegeven.

Tijdens het laatste decennium zijn de fundamenteen van de Amerikaanse macht - haar militair apparaat, technologische expertise en economisch succesverhaal - goed dooreengeschud, net zoals overigens die van het Europees project (haar welvaartmodel, het betrekken van de burgers en de aantrekkingskracht van zijn Europees model). En het is pas door al deze gevolgen van de globalisering goed te begrijpen dat we in staat zullen zijn om met succes een nieuw Europees-Amerikaans partnerschap voor de 21ste eeuw tot stand te brengen.

De globalisering is immers geen onafwendbaar noodlot dat alle landen in dezelfde richting duwt, evenmin is het een garantie voor welvaart. Hoe de globalisering evolueert, is het resultaat van politieke strategieën en compromissen, al dan niet vrijwillig en al dan niet vredevol. Het is het gevolg van het complexe spel van internationale betrekkingen. Dat dat zal in de toekomst niet anders zijn. Daarom hebben we dringend nood aan een nieuw systeem van global governance, een systeem dat relatief stabiel en consensueel is. Dit is nodig voor alle internationale actoren, op economisch, financieel en politiek vlak.

De Europese Unie en de VS spelen niet alleen een hoofdrol maar hebben ook een enorme verantwoordelijkheid in deze nieuwe geopolitieke situatie. Maar we mogen de Europees-Amerikaanse alliantie niet langer bekijken en laten werken op dezelfde manier als de voorbije zestig jaar. Dat is de reden waarom een high-level groep bestaande uit voormalige ministers en staatshoofden door de denktank Notre Europe is samengebracht om de toekomst van de Europees-Amerikaanse relaties te herbekijken en een nieuw plan van aanpak op te stellen, waardoor het Europees-Amerikaanse partnerschap een springplank kan vormen naar een globaal partnerschap.

De Europese Unie, haar lidstaten en de Verenigden Staten moeten dringend een nieuw gemeenschappelijk actieplan maken om de globalisering in goede banen te leiden. Dit volgens de volgende principes: het implementeren en versterken van het multilateralisme in internationale onderhandelingen, het actief promoten en uitbouwen van een gedeelde soevereiniteit in de aanpak van internationale uitdagingen en het versterken van de Europees-Amerikaanse alliantie als een platform om globale partnerschappen tot stand te brengen met alle internationale spelers - en niet om nog maar eens het Westers leiderschap te bevestigen. Daarom moet langs beide kanten evenwel een illusie worden opgegeven: dat van het primaat van de nationale soevereiniteit in Europa en dat van werelddominantie in de Verenigde Staten.

Voor de Europese Unie is een nieuwe aanpak van groot belang. De gevolgen van de globalisering zullen haar immers nog zwaar op de proef stellen. Het risico is enorm groot dat men in de nabije toekomst de Unie gewoon links laat liggen. Als Europa nog werkelijk invloed wil blijven hebben in de wereld, maar ook in de Verenigde Staten, dan zal de Europese Raad zo snel mogelijk haar ambitie moeten herbevestigen voor een grotere politieke eenheid in Europa. Immers in, een tijd van globalisering wordt het idee voor een politiek Europa opnieuw fris.

Jerzy Buzek (voorzitter van het Europees Parlement en voormalig premier van Polen), Etienne Davignon (voormalig vicevoorzitter van de Europese Commissie), Jacques Delors (voormalig voorzitter van de Europese Commissie), Joschka Fischer (voormalig minister van

Buitenlandse zaken van Duitsland), Paavo Lipponen (voormalig premier van Finland), Tommaso Padoa-Schioppa (voorzitter Notre Europe), Romano Prodi (voormalig voorzitter van de Europese Commissie en voormalig premier van Italië), Guy Verhofstadt (huidig voorzitter ALDE-fractie in het EP en voormalig premier van België), Nicole Gnesotto (vicevoorzitter van Notre Europe).

16/03/10 06u39

imprimer 

envoyer 

poster 

- [aA](#)
- [Aa](#)

Pour un renouveau du partenariat euro-américain

n.c.

Mercredi 17 mars 2010

Carte blanche

Un collectif de signataires au nom du Think-tank Notre Europe, dont Etienne Davignon, Jacques Delors, Joschka Fischer, Romano Prodi, Guy Verhofstadt (*)

La décennie 2010 ne pouvait s'ouvrir sous de meilleurs auspices pour le partenariat euro-américain. Avec le Traité de Lisbonne désormais en vigueur et au début d'une nouvelle législature, l'Union européenne est finalement en condition d'ouvrir un nouveau chapitre de sa marche vers l'union. Les Etats-Unis de Barak Obama ont retrouvé, de leur côté, l'image positive et la crédibilité internationale qu'ils avaient perdues.

A priori, tous les ingrédients existent pour relancer et conforter un partenariat majeur entre l'Europe et les Etats-Unis : le président américain est admiré en Europe ; le discours américain a renoué avec les principes du multilatéralisme, du dialogue et de la négociation chers à toute stratégie européenne. La puissance cumulée des deux partenaires – qui représentent plus de la moitié de la richesse mondiale – ainsi que l'interdépendance de leurs économies dans la crise actuelle confortent la nécessité et l'importance d'une coopération euro-américaine sans faille.

Or, la réalité ne suit pas encore. Face à la multitude des défis qui s'accumulent sur la scène internationale – le climat, les risques de nouvelles crises économiques, les crispations stratégiques au Moyen-Orient et en Russie – le partenariat euro-américain apparaît à la fois indispensable et insatisfaisant, toujours central mais toujours difficile à mettre en œuvre. L'échec de la Conférence de Copenhague sur le climat, en décembre 2009, en fut une cuisante illustration. Ce paradoxe de la relation euro-américaine ne tient ni aux carences diplomatiques de tel ou tel responsable ni à des divergences massives et systématiques sur les grands dossiers de l'heure. C'est au contraire dans l'évolution même du contexte international, dans les bouleversements profonds que la mondialisation induit et impose à chacun des acteurs, que la volonté politique des deux partenaires se perd, absorbée par les complexités et les

contraintes des dynamiques politiques intérieures. En une dizaine d'années, depuis l'an 2000, les fondements de la puissance américaine (la force militaire, l'excellence technologique, et la réussite économique), tout comme les certitudes de la construction européenne (la prospérité continue, l'adhésion des citoyens, et la séduction d'un modèle) se retrouvent profondément ébranlés. Et c'est de cette appréhension globale des effets de la mondialisation que dépendront aussi

l'invention, la mise en œuvre et le succès d'un nouveau partenariat euro-américain adapté au monde du XXI^e siècle.

Toutefois, la mondialisation n'est ni un destin implacable pour tous ni, à l'inverse, une garantie collective de prospérité. Elle est – et surtout sera – le résultat des stratégies et des compromis politiques, volontaires ou non, pacifiques ou non, qui émergeront du jeu complexe des relations internationales. L'élaboration et la mise en œuvre d'un système de gouvernance relativement stable et consensuel de la mondialisation sont devenues en effet des enjeux majeurs pour l'ensemble des acteurs internationaux, qu'ils soient économiques, financiers ou politiques.

L'Union et les Etats-Unis ont un rôle et une responsabilité majeurs à assumer dans ce nouveau concert des puissances qui se met en place. Mais les relations euro-américaines ne peuvent plus être conçues et mises en œuvre sur le modèle traditionnel qui les soutint pendant plus d'un demi-siècle. C'est pourquoi, rassemblé à l'initiative du think-tank Notre Europe, le Groupe de Haut Niveau sur l'avenir du partenariat euro-américain, composé d'anciens ministres et chefs de gouvernement européens, propose une approche nouvelle pour que le partenariat euro-américain devienne également un tremplin pour l'émergence d'un partenariat global.

L'Union européenne et ses Etats membres, ainsi que les Etats-Unis, doivent adopter d'abord et en urgence une nouvelle doctrine commune pour la maîtrise de la mondialisation, doctrine qui serait fondée sur les éléments suivants : la pratique et la promotion du multilatéralisme comme fondement des négociations internationales ; la recherche et l'acceptation d'un partage des souverainetés pour la gestion des enjeux globaux de la mondialisation ; la valorisation du partenariat euro-américain, moins comme condition du leadership occidental que comme tremplin pour l'émergence de partenariats globaux avec tous les acteurs de la scène internationale ; et le renoncement aux doubles démons euro-américains que furent l'illusion des souverainetés nationales d'un côté, l'illusion de l'hégémonie impériale de l'autre.

Pour l'Union européenne, l'urgence est d'autant plus forte que la mondialisation ne lui épargne aucune épreuve. Les risques d'une marginalisation de l'Union dans la mondialisation sont en effet majeurs. Si l'Europe veut continuer de peser sur l'évolution du monde et de l'Amérique, alors il est urgent que le Conseil européen se réapproprie l'ambition et la recherche d'une plus grande unité politique de l'Union. A l'heure de la mondialisation, l'Europe politique redevient en effet une idée neuve.

(*) Pour Notre Europe : Jerzy Buzek, président du Parlement européen (PPE-PE), ex-Premier ministre polonais ; Etienne Davignon, ancien commissaire européen, vice-président de Suez-Tractebel ; Jacques Delors, ancien président de la Commission européenne ; Joschka Fischer, ancien vice-chancelier et ministre des Affaires étrangères d'Allemagne ; Paavo Lipponen, ex-Premier ministre de Finlande ; Tommaso Padoa-Schioppa, ex-ministre italien des Finances, ancien membre du directoire de la Banque centrale européenne ; Romano Prodi, ex-Premier

ministre italien, ex-président de la Commission européenne ; Guy Verhofstadt, ex-Premier ministre belge ; Nicole Gnesotto, professeur titulaire de la chaire sur l'Union européenne au Conservatoire national des arts et métiers (Cnam), vice-présidente de Notre Europe.

opinions mercredi 17 mars 2010

Pour une doctrine euro-américaine de maîtrise de la globalisation

Par Collectif

Jacques Delors et plusieurs personnalités du think tank «Notre Europe» insistent pour qu'un partenariat atlantique serve de tremplin à d'autres partenariats globaux

La décennie 2010 ne pouvait s'ouvrir sur de meilleurs auspices pour le partenariat euro-américain. Avec le Traité de Lisbonne désormais en vigueur et au début d'une nouvelle législature, l'Union européenne est finalement en condition d'ouvrir un nouveau chapitre de sa marche vers l'union.

Les Etats-Unis de Barack Obama ont retrouvé, de leur côté, l'image positive et la crédibilité internationale qu'ils avaient perdues. A priori, tous les ingrédients existent pour relancer et conforter un partenariat majeur entre l'Europe et les Etats-Unis: le président américain est admiré en Europe; le discours américain a renoué avec les principes du multilatéralisme, du dialogue et de la négociation chers à toute stratégie européenne. La puissance cumulée des deux partenaires – qui représentent plus de la moitié de la richesse mondiale – ainsi que l'interdépendance de leurs économies dans la crise actuelle confortent la nécessité et l'importance d'une coopération euro-américaine sans faille.

Or la réalité ne suit pas encore. Face à la multitude des défis qui s'accumulent sur la scène internationale – le climat, les risques de nouvelles crises économiques, les crispations stratégiques au Moyen-Orient et en Russie –, le partenariat euro-américain apparaît à la fois indispensable et insatisfaisant, toujours central mais toujours difficile à mettre en œuvre. L'échec de la Conférence de Copenhague sur le climat, en décembre 2009, en fut une cuisante illustration. Ce paradoxe de la relation euro-américaine ne tient ni aux carences diplomatiques de tel ou tel responsable ni à des divergences massives et systématiques sur les grands dossiers de l'heure. C'est au contraire dans l'évolution même du contexte international, dans les bouleversements profonds que la mondialisation induit et impose à chacun des acteurs, que la volonté politique des deux partenaires se perd, absorbée par les complexités et les contraintes des dynamiques politiques intérieures.

En une dizaine d'années, depuis l'an 2000, les fondements de la puissance américaine (la force militaire, l'excellence technologique, et la réussite économique), tout comme les certitudes de la construction européenne (la prospérité continue, l'adhésion des citoyens, et

la séduction d'un modèle) se retrouvent profondément ébranlés. Et c'est de cette appréhension globale des effets de la mondialisation que dépendront aussi l'invention, la mise en œuvre et le succès d'un nouveau partenariat euro-américain adapté au monde du XXI^e siècle.

Toutefois, la mondialisation n'est ni un destin implacable pour tous, ni, à l'inverse, une garantie collective de prospérité. Elle est – et surtout sera – le résultat des stratégies et des compromis politiques, volontaires ou non, pacifiques ou non, qui émergeront du jeu complexe des relations internationales. L'élaboration et la mise en œuvre d'un système de gouvernance relativement stable et consensuel de la mondialisation sont devenues en effet des enjeux majeurs pour l'ensemble des acteurs internationaux, qu'ils soient économiques, financiers ou politiques.

L'Union et les Etats-Unis ont un rôle et une responsabilité majeurs à assumer dans ce nouveau concert des puissances qui se met en place. Mais les relations euro-américaines ne peuvent plus être conçues et mises en œuvre sur le modèle traditionnel qui les soutint pendant plus d'un demi-siècle. C'est pourquoi, rassemblé à l'initiative du think tank «Notre Europe», le Groupe de haut niveau sur l'avenir du partenariat euro-américain, composé d'anciens ministres et chefs de gouvernement européens, propose une approche nouvelle pour que le partenariat euro-américain devienne également un tremplin pour l'émergence d'un partenariat global.

L'Union européenne et ses Etats membres, ainsi que les Etats-Unis, doivent adopter d'abord et en urgence une nouvelle doctrine commune pour la maîtrise de la mondialisation, doctrine qui serait fondée sur les éléments suivants: la pratique et la promotion du multilatéralisme comme fondement des négociations internationales; la recherche et l'acceptation d'un partage des souverainetés pour la gestion des enjeux globaux de la mondialisation; la valorisation du partenariat euro-américain, moins comme condition du leadership occidental que comme tremplin pour l'émergence de partenariats globaux avec tous les acteurs de la scène internationale; et la renonciation aux doubles démons euro-américains que furent l'illusion des souverainetés nationales d'un côté, l'illusion de l'hégémonie impériale de l'autre.

Pour l'Union européenne, l'urgence est d'autant plus forte que la mondialisation ne lui épargne aucune épreuve. Les risques d'une marginalisation de l'Union dans la mondialisation sont en effet majeurs. Si l'Europe veut continuer de peser sur l'évolution du monde et de l'Amérique, alors il est urgent que le Conseil européen se réapproprie l'ambition et la recherche d'une plus grande unité politique de l'Union. A l'heure de la mondialisation, l'Europe politique redevient en effet une idée neuve.

Jerzy Buzek, Etienne Davignon, Jacques Delors, Joschka Fischer, Paavo Lipponen, Tommaso Padoa-Schioppa, Romano Prodi, Guy Verhofstadt, et Nicole Gnesotto, pour «Notre Europe».

CHARLEMAGNE

Charlemagne

Foreign-policy wisdom and folly

Mar 31st 2010

From The Economist print edition

Even if it spoke with one voice, how much would Europe really count?



HERE are three pieces of conventional wisdom that trigger head-nodding and murmured assent wherever Brussels grandes gather. The first is that, as economic and political clout flows away from the West, Europe can be a driving force only if it learns to speak with one voice and to defend common European interests. As the European Union's new foreign-policy chief, Baroness Ashton, told members of the European Parliament, "if we pull together, we can safeguard our interests. If not, others will make decisions for us."

The second is that Barack Obama has learned from the mistakes of his predecessor, and is pursuing a more European foreign policy. For a faultless exposition of this view, try a new paper on transatlantic policy produced by a group of former presidents of the European Commission, ex-prime ministers and EU commissioners, senior MEPs and two living prophets of Euro-integration, Jacques Delors and Joschka Fischer. Their paper (published by Notre Europe, a pro-European group) declares that "the American president is again admired in Europe", after embracing principles like multilateralism, dialogue and negotiation, "by which the Europeans set such store".

The third observation is less happy. Mr Obama's policy of outreach has met with rebuffs as well as results. Notwithstanding the conclusion of a nuclear arms deal with Russia, other areas of the world are proving hard to manage. Spurning America's offering of hands, Iran has stepped up its nuclear work and its repression. China subjected Mr

Obama to slights in Beijing and at the climate talks in Copenhagen. Russia is playing tough on missile defence. Even nice and democratic Brazil has announced that it does not favour sanctions on Iran. When Mr Obama's vice-president, Joe Biden, was welcomed to Israel with an announcement of new building in East Jerusalem, European newspapers churned out articles on the weakness of Mr Obama's diplomacy.

Among Euro-grandees, George Bush still bears much of the blame. Mr Obama is "labouring to repair a decade of misguided policy", the *Notre Europe* paper argues. It adds that America is living in a world where "military strength has become less important", after Iraq taught everybody that "legitimacy of power" counts as much as power projection.

There is another way to ponder Europe's conventional wisdom on foreign policy, and it is less comfortable for the Euro-establishment. Their big bet is that if the EU, with 500m citizens and a large, if declining, share of the world's wealth, can speak with one voice and agree upon some common interests, it will count in the new world order. But Mr Obama's administration does speak with one voice and in defence of agreed American interests. And yet other world powers seem not always to care.

There is room for some quibbling here. America's unity of diplomatic approach is not total. The Middle East is a notably hard nut to crack. Nobody is quite sure what to do about the rise of China. But the equation still merits reflection. Europeans will have succeeded beyond their wildest dreams if they ever achieve half of America's unity of purpose and presentation. America is also a military superpower, which still matters. (It is self-serving for Europeans to say that military strength counts for little these days. Iraq may have made the use of force trickier, but its possession still gets others' attention.) Yet even America finds multilateralism and dialogue hard going. What does this mean for Europe, a squabbling, ageing continent that increasingly shuns military force?

Some in Europe used to dream that the rise of rival powers would weaken the American hegemon. Now they find themselves living in a tough new world inhabited by swaggering nation-states, in which collective solutions are harder, not easier, to achieve (European opinion was especially jolted by the Copenhagen climate talks, at which the EU barely registered).

John Hulsman, an American writer on foreign policy, recently noted that rising powers such as China, Russia, India and Brazil are, if anything, even more hostile to the idea of binding rules or treaties that impinge on their sovereignty than the Americans are. Citizens of these powers "see much of the current international architecture as a confidence trick designed to keep their country from assuming its proper place in the world," Mr Hulsman commented.

The rise and fall of little voice

Does this mean the Euro-establishment is wrong about the benefits of speaking with a coherent message and forming alliances to get things done? That would be to go too far. If Mr Obama finds multilateralism hard work, that does not necessarily mean that unilateral swagger would be more effective. Nor would cacophony give the EU more clout than speaking with one voice. But Europeans need to be less starry-eyed about what they can achieve through dialogue and political integration. Some still dream that the EU's pooled sovereignty can serve as a "model" for systems of global governance, transcending the nation-state. Right now, that looks like a fantasy. The 21st century is instead shaping up to be a brutal testing ground for relative power.

Here are some unglamorous things that Europe can do to count in this new world. Stick to the rule of law: being predictable is a source of strength. Whether negotiating free-trade pacts, or the accession of such neighbours as Turkey, the EU bureaucracy is designed to keep making the same demands, over and over again. Foreign partners that comply know their rewards will be market access, entry to the EU and so on. Above all, stay rich: so Europe must find new sources of growth. It does not matter whether a declining Europe speaks with dozens of voices or one: nobody will listen.

Economist.com/blogs/charlemagne

(EU) UE/ÉTATS-UNIS: un partenariat euro-américain fort « ne sera possible que si les 27 acceptent de partager leur souveraineté » pour parler d'une seule voix

Bruxelles, 16/03/2010 (Agence Europe) - Comment renforcer le partenariat UE/États-Unis dans le nouveau contexte international issu de la globalisation dans lequel l'Europe connaît incontestablement un affaiblissement économique et une marginalisation politique ? Telle est la question à laquelle tente de répondre une nouvelle publication de *Notre Europe*, le « *laboratoire de pensée indépendant* » créé par Jacques Delors. L'étude intitulée « *Partenariat euro-américain. Une nouvelle approche* » résume les travaux d'un groupe de travail de très haut niveau qui s'est penché sur le sujet et qui était composé de Romano Prodi (ancien président de la Commission et ancien président du Conseil italien), Guy Verhofstadt (ancien Premier ministre belge et actuel chef du groupe libéral au PE), Jerzy Buzek (actuel président du PE), Étienne Davignon (ancien vice-président de la Commission, Jacques Delors (ancien président de la Commission), Joschka Fischer (ancien ministre des Affaires étrangères d'Allemagne), Paavo Lipponen (ancien Premier ministre de Finlande) et Tommaso Padoa-Schioppa (président de *Notre Europe*).

En 2010, les relations euro-américaines sont dominées par un « *étrange malaise* », constatent les auteurs: jamais un président américain n'a été aussi populaire en Europe depuis la fin de la guerre froide que Barack Obama mais la nouvelle communication retrouvée entre Européens et Américains peine à produire des résultats concrets, qu'il s'agisse du climat, de la solution des crises stratégiques ou de la gouvernance économique mondiale. En même temps, les États-Unis sont également affaiblis « *car les deux piliers de leur puissance, la suprématie militaire d'un côté et la réussite économique de l'autre se retrouvent dans un état de grande fragilité* », lit-on dans le rapport. Bref: « *Refonder un partenariat stable, efficace et surtout utile entre l'Union européenne et les États-Unis est clairement dans l'intérêt des deux parties* », concluent les auteurs.

Conditions. Cependant, la mise en oeuvre d'un nouveau partenariat exigera, des deux côtés de l'Atlantique, des « *décisions politiques difficiles* ». Ainsi, « *les Européens doivent accepter de reprendre le chantier de leur unification politique* » car seule une Europe unie et forte, parlant d'une seule voix, sera prise au sérieux par les États-Unis. Concrètement, les auteurs identifient « *trois conditions préalables* » qui, à leur avis, doivent être remplies pour qu'un nouveau partenariat euro-américain puisse émerger. Premièrement, les Européens doivent être prêts à réduire leur dépendance stratégique des États-Unis et accepter de nouvelles responsabilités propres, y compris dans le domaine militaire. « *Dans le nouveau contexte de la mondialisation, l'OTAN n'est qu'un instrument militaire à disposition d'un partenariat plus global qui doit se nouer entre l'UE et les États-Unis* », lit-on dans le rapport. Deuxièmement, les États membres de l'UE doivent renoncer à leur « *illusion que les souverainetés nationales puissent rester sans limites dans le monde d'aujourd'hui* ». Sur ce point, les auteurs déplorent que « *la solidarité collective, la recherche de l'intérêt général, la construction de souverainetés partagées sur un certain nombre de politiques se soient progressivement érodées au bénéfice d'une montée en puissance des intérêts particuliers et des prérogatives des États* », alors que l'histoire européenne a clairement démontré « *que les pays les plus puissants ou les plus proches de l'Amérique ne peuvent être influents qu'en ensemble* ». « *Divisée, l'Europe ne compte pas* », insistent les auteurs. Troisièmement, les États-Unis doivent démontrer qu'ils ont effectivement remplacé leur « *culture de l'hégémonie unilatérale* » par le multilatéralisme.

Priorités de coopération. Une fois ces conditions remplies, les opportunités d'actions conjointes UE/États-Unis sont nombreuses, estiment les auteurs qui recommandent de sélectionner « *trois ou quatre priorités annuelles* » dans les domaines suivants: - **démocratie et développement** (défense des valeurs communes, développement de l'Afrique) ; - **crises et sécurité**

Bulletin Quotidien Europe 10099 - 17/3/2010 - NOTRE EUROPE PARIS FR00806

2010/03/17 Page 3

internationale. Européens et Américains devraient répondre favorablement à la proposition de la Russie de définir une nouvelle « *architecture de sécurité intégrée* », mais sous certaines conditions. Cela suppose cependant que l'UE fasse de ses relations avec la Russie « *une priorité de la PESC* » et qu'elle fasse du partenariat avec la Russie « *l'un de ses grands projets de stabilisation pour la décennie à venir* » ; - **le conflit israélo-palestinien.** Le partenariat euro-américain exige d'urgence une approche nouvelle, soulignent les auteurs qui estiment que « *l'Europe a plus de marge de manœuvre qu'elle ne veut croire* », par exemple la possibilité d'exercer des pressions commerciales sur les deux parties ou de proposer une opération de maintien de la paix si un accord devait voir le jour; - **la lutte contre le changement climatique.** « *Un partenariat transatlantique sur cette question serait un tremplin significatif pour l'évolution de la Chine et des autres pays en développement* » ; - **la gouvernance économique mondiale.** « *Les États-Unis écoutent les Européens lorsqu'ils sont unis et déterminés mais ils les ignorent quand l'Europe n'agit que comme une juxtaposition de petites ou moyennes nations* ». Or, tout en étant surreprésentée au G20 (huit sièges pour les États membres et la Commission), l'UE y est « *collectivement impuissante* ». Il est donc grand temps que l'UE s'attelle à la question de sa représentation unique et unifiée dans les organisations internationales, à commencer par le G20, concluent les auteurs. L'étude complète est disponible sur www.notre-europe.eu. (H.B.)

COPYRIGHT AGENCIE EUROPE© NOT AVAILABLE FOR RE-DISSEMINATION

Bulletin quotidien Agence Europe n°10100 du 18 mars 2010

Au-delà de l'information, par Ferdinando Riccardi: Le texte sur le nouveau partenariat euro-américain soulève des questions essentielles pour l'avenir de l'Union européenne

Lorsqu'un document résulte d'une réflexion commune réunissant Jacques Delors, Étienne Davignon, Romano Prodi, Joschka Fischer, Jerzy Buzek, Guy Verhofstadt, Tommaso Padoa-Schioppa et Paavo Lipponen, et que la rédaction du texte a été confiée à Nicole Gnesotto, il mérite a priori de retenir l'attention. Et si le sujet est une nouvelle approche des relations entre l'UE et les États-Unis, l'attention est double. Résultat d'une initiative de Notre Europe, ce document a été présenté et résumé dans notre bulletin d'hier. Il comporte nécessairement un certain nombre de constatations acquises, sur la mondialisation, l'émergence des nouvelles puissances, la nécessité de l'unité européenne, etc., mais avec un ton nouveau de franchise et dépourvu de complaisance ; et il apporte surtout des éléments supplémentaires qui attirent l'attention et qui méritent quelques remarques.

1. Leçon de modestie. *Le partenariat euro-américain doit être renouvelé mais il ne peut avoir aucune ambition de guider le monde. Les auteurs soulignent dès le départ que les États-Unis doivent renoncer à toute velléité en ce sens, et à quel point le poids de l'Europe risque, si elle ne renforce pas son unité, de devenir insignifiant. Les deux piliers de la puissance américaine, suprématie militaire et puissance économique, « se retrouvent dans un état de grande fragilité. Même en dépensant la moitié des dépenses militaires mondiales, les États-Unis ne parviennent ni à éradiquer le terrorisme, ni à sortir victorieusement des conflits dans lesquels ils sont engagés, ni à renverser la dynamique conflictuelle au Moyen-Orient ». Sur le plan économique, le système financier et le modèle de croissance américains ont produit la crise qu'on sait. Les faiblesses de l'Europe sont encore plus évidentes, et le document ne manque pas de les rappeler. Le rétrécissement est d'abord démographique: en 2025, les États-Unis et l'Europe ne représenteront que 9% de la population mondiale, contre 50% pour l'Asie. La Chine sera bientôt le premier importateur et exportateur mondial ; l'Inde est devenue le leader pour les technologies et les services électroniques ; et ainsi de suite. Les auteurs ne font preuve d'aucune illusion ni complaisance dans l'analyse du recul et l'exigence de gouvernance mondiale: « Le leadership des Occidentaux s'estompe. Américains et Européens ne suffisent plus à résoudre les crises internationales (...) Les questions globales ne peuvent être gérées sans le concours de la Russie, de la Chine et d'autres puissances. Pour résoudre la crise financière mondiale, c'est d'ores et déjà le G 20, et non plus le G 7, qui est devenu l'échelon pertinent. » Le multilatéralisme est la seule issue ; et c'est dans ce contexte que l'UE et les États-Unis sont invités à définir leur nouveau partenariat, si l'on veut que le monde occidental joue encore un rôle. C'est dans ce but que le partenariat euro-américain doit être renouvelé. Et ceci implique que certaines conditions préliminaires soient satisfaites.*

2. L'Europe doit reprendre le chemin de l'unité politique. *Le nouveau partenariat euro-américain permettrait au monde occidental de jouer un rôle significatif dans la gouvernance mondiale multilatérale, et de défendre ses valeurs et principes. Pour l'Europe, la condition préliminaire est de « reprendre le chantier de l'unification politique (...) Divisée, l'Europe ne compte pas. Unis, les Européens ont une chance de devenir l'un des pôles d'une maîtrise harmonieuse de la mondialisation ». L'analyse du document est sévère: « L'Union européenne traverse, depuis quelques années, une crise profonde », dans laquelle les principes fondateurs se sont progressivement perdus. La Commission européenne elle-même a du mal à jouer son rôle de promotion et de défense de l'intérêt commun. Aucun pays européen isolé ne peut avoir une influence mondiale, y compris ceux qui se considèrent comme les plus puissants ou les plus proches des États-Unis. La situation ne sera radicalement modifiée que le jour où la pratique du veto sera abandonnée. Mais les auteurs du document n'entendent pas se transformer en marchands d'illusions. Ils n'ignorent pas que « l'unanimité a été consacrée par le nouveau traité comme la règle juridique pour le fonctionnement du Conseil européen, et nul ne songe à rouvrir à court terme le chantier institutionnel ». Toutefois, c'est justement cette garantie donnée aux souverainetés nationales qui devrait inciter les États membres à « rechercher systématiquement l'unité du Conseil, à reprendre l'objectif et l'ambition de l'unité politique de l'Europe, afin de se présenter comme un acteur unique face aux autres pôles de puissance, et d'assurer la présence collective de l'UE dans les enceintes multinationales. » C'est une condition indispensable pour que l'Europe puisse avoir une influence dans le monde. De leur côté, les Américains doivent abandonner l'illusion que leur hégémonie politique puisse assurer l'ordre mondial. Même en agissant ensemble, les États-Unis et l'Europe ne peuvent pas apporter des solutions aux défis de la*

mondialisation, « tant sont devenus nécessaires la participation et l'accord de l'ensemble des grands acteurs mondiaux ».

3. Pour l'autonomie politique (et stratégique ?) de l'Europe. *Le bon fonctionnement du nouveau partenariat présuppose, d'après le document, une autre condition: que les Etats-Unis admettent que l'Europe soit politiquement autonome. Le raisonnement est quelque peu alambiqué, car il reconnaît que « la dépendance stratégique de l'Europe reste pour le moment une réalité, incarnée dans l'OTAN » ; mais cette réalité (qui est reconnue, on l'a vu, pour le moment, ce qui pourrait signifier une invitation à l'Europe à poursuivre une plus grande autonomie même sur le plan militaire) « n'implique pas la permanence d'une dépendance politique de l'Europe à l'égard des États-Unis ». Suit une phrase dont l'interprétation, pour moi, n'est pas simple: « L'OTAN n'est qu'un instrument militaire à disposition d'un partenariat plus global, qui doit se nouer bilatéralement entre l'Union européenne et les États-Unis ». Comment faut-il comprendre cette constatation ? La suite est claire dans les termes, mais toute à évaluer dans la pratique: « Pour l'Europe, cela suppose la fin d'une allégeance souvent plus confortable que la prise de responsabilité sur la scène internationale. Pour les États-Unis, cela veut dire l'acceptation d'une responsabilité propre de l'Europe et la possibilité de différences de vues entre partenaires, unis toutefois autour des mêmes projets. Pour les deux parties, la possibilité de nouer d'autres partenariats avec d'autres acteurs de la mondialisation, selon tel ou tel enjeu, reste une option ouverte. » Certaines remarques du document peuvent aider à clarifier la signification de la dernière phrase citée. Sur le plan énergétique, l'économie européenne dépend à plus de 60%, pour le pétrole et le gaz, des trois zones les plus instables de la planète; Russie, Moyen-Orient et Afrique. Et le texte ajoute: « Or, la capacité de l'UE à influencer politiquement ces trois régions stratégiques est extrêmement limitée ». Cette constatation, qui est peut-être quelque peu excessive, résulte du fait que les États membres sont « divisés sur la Russie et le conflit israélo-palestinien, impuissants sur l'Iran, irrésolus ou inexistants sur l'ensemble des autres dossiers chauds de la planète ». L'invitation à l'autonomie par rapport aux États-Unis est ici très claire: le partenariat euro-américain « sert encore d'alibi aux Européens pour fuir les responsabilités stratégiques et déléguer aux États-Unis la gestion permanente de leur sécurité régionale ou de la stabilité planétaire ; or, ni l'une ni l'autre ne sont plus à la portée de la seule puissance américaine ». Ces concepts sont ensuite réaffirmés et même renforcés. Les Européens « accèdent eux-mêmes, dans le cadre de l'Union européenne, à une responsabilité stratégique propre dans la gestion des crises extérieures » (dans quelques cas, comme pour les Balkans, ce sont les Américains qui le demandent). Et la double conclusion affirme: « a) des différences de vue sont possibles, voire légitimes » ; b) « la mondialisation relativise l'importance des alliances militaires ». Tout en reconnaissant l'importance de l'OTAN, le document la définit comme un vecteur parmi d'autres des relations dont l'élément essentiel deviendrait le partenariat UE/États-Unis, qui devrait gérer non seulement les questions politico-stratégiques mais aussi les enjeux économiques et financiers de la mondialisation et la sécurité environnementale.*

4. Vers un système mondial. *Le document tire des conclusions claires de l'appel à l'autonomie politique de l'UE. Je cite: « Les États-Unis ne sont plus immédiatement identifiés comme l'unique partenaire nécessaire. La fidélité à l'Alliance Atlantique peut s'accommoder de la recherche et de la vitalité d'autres partenariats. » Les démocraties doivent apprendre à combiner leurs intérêts légitimes avec « un partage de pouvoirs avec les autres pôles de puissance devenus incontournables. C'est le seul moyen d'atteindre des buts qui sont devenus communs à tous les pays du monde. » Afin d'éviter le retour à la logique de l'équilibre des puissances, il faut poursuivre un système multilatéral efficace, légitime et crédible permettant de « faire émerger des solidarités collectives, des solutions équitables et des responsabilités partagées ». L'UE devrait jouer un rôle particulier dans un domaine: celui de la gouvernance économique mondiale. Le document affirme: « C'est à l'UE qu'il revient, dans ce domaine, d'accomplir un véritable changement qualitatif », dans le sens de rechercher un nouvel accord monétaire international. Mais l'UE ne pourra jouer ce rôle que si elle agit comme un ensemble. En ce domaine, un partenariat euro-américain serait « peu attractif parce que vraisemblablement inutile et inefficace. » Les Européens devraient avoir une représentation unique et unifiée dans les organisations internationales, à commencer par le G 20, en vue de prendre l'initiative d'un vrai projet de réforme du système monétaire international.*

Mérites, points d'interrogation et quelques perplexités. *Le document a le grand mérite d'évoquer en outre une question qui est en général laissée de côté car elle dérange: l'exigence de conjuguer la fidélité aux principes et les impératifs du pragmatisme. Cette rubrique reviendra sur cet aspect, gênant mais incontournable, dans un prochain commentaire qui soulèvera certains points d'interrogation et exprimera aussi quelques perplexités. (F.R.)*

M O U V E M E N T S

Yves Wehrli, 51 ans, à la tête du bureau parisien de **Clifford Chance**, va intégrer le *Management Committee* mondial du cabinet d'avocats britannique. Présidée par **David Childs**, cette instance, qui se réunit tous les mois, définit les grandes orientations stratégiques du cabinet et est également responsable de sa croissance ainsi que de sa rentabilité. Yves Wehrli, qui est notamment l'avocat de la **Ligue nationale de football**, est un pur produit Clifford Chance, qu'il a rejoint en 1980 et qu'il n'a quitté que quelques années pour un détachement au sein du groupe **Airbus**. Il en est depuis 2000 à son troisième mandat successif en tant que *Managing Partner* à Paris.

Martin Bouygues, dont le groupe détient 30% d'**Alstom**, se montre publiquement de plus en plus réservé sur une prise de contrôle d'**Areva**. Il a de nouveau exprimé ses réticences lors de la présentation des résultats annuels du groupe **Bouygues**, le 3 mars, en affirmant : "La situation d'Areva nous semble extrêmement complexe. Nous ne savons pas grand-chose, à part ce que nous trouvons sur le site Internet". Une manière de manifester sa défiance à l'égard des comptes du groupe nucléaire.

Patrick Braouezec, député communiste de Saint-Denis et ancien maire de cette ville, s'apprête à quitter le **PCF**. Son départ est attendu à l'issue des élections régionales, au vu des résultats de la liste du **Front de gauche**. Alors qu'il était candidat pour mener cette liste en Ile-de-France pour les scrutins des 14 et 21 mars, la direction du PCF lui avait préféré **Pierre Laurent**. Avec d'autres membres de son association des **Communistes unitaires**, Patrick Braouezec devrait rejoindre la **Fédération pour une alternative sociale et écologique**.

L'UMP n'a pas encore perdu, mais...

Les responsables socialistes font preuve (en privé) d'une grande prudence quant aux résultats du 21 mars. Et **Xavier Bertrand**, avec la direction de l'**UMP**, n'est pas aussi abattu que la presse parisienne l'écrit. Les instituts de sondage ne donnent que des tendances, sans cerner avec précision ce que seront les résultats, région par région. L'**UMP**, aidée en sous-main par le chef de l'Etat, a donc encore des cartes dans son jeu pour priver le **PS** d'une victoire annoncée.

Le pari de la désunion PS-écolos. Le porte-parole de l'**UMP**, **Frédéric Lefebvre**, a donné le ton, dès lundi : "Le seul objectif pour nous est de créer la dynamique pour qu'au second tour, les électeurs sanctionnent la mascarade des listes d'opposition divisées". C'est le nouvel angle d'attaque de la majorité présidentielle qui table sur un affrontement entre le **PS** et **Europe-Ecologie** entre les deux tours. En espérant que les résultats du 14 mars exacerberont les rivalités, par exemple en Rhône-Alpes et en Alsace. Pour cela, l'**UMP** compte aussi sur des présidents socialistes sortants, peu portés à négocier avec les écologistes, comme **Jean-Yves Le Drian** en Bretagne et **Martin Malvy** en Midi-Pyrénées. Le risque existe. Mais la secrétaire nationale des **Verts**, **Cécile Duflot**, favorable à un accord global avec le **PS**, demeure résolue à réussir la fusion des listes des deux partis, la semaine prochaine.

Rappel des troupes. L'autre carte que l'**UMP** entend jouer à fond est celle de la mobilisation de ses propres troupes. Là, les estimations sont claires rue La Boétie. Dans des régions comme le Centre et la Franche-Comté, il faut agir sur 5 000 à 7 000 électeurs hésitants. Ceux-là pourront faire la différence, du fait de la faible participation attendue. C'est le sens des consignes données par le député **Franck Riester**, le directeur de campagne. En s'appuyant sur les résultats des dernières cantonales, les relais locaux de l'**UMP** doivent intervenir en priorité là où la droite est forte, en multipliant les appels téléphoniques pour convaincre les hésitants d'aller voter. C'est aussi pour cela que Xavier Bertrand, à raison de deux meetings par jour, a multiplié ces derniers temps les déplacements dans les villes moyennes et les zones rurales. "En veillant à ne pas réveiller les socialistes, endormis par les sondages", comme il le précise en réunion d'état-major.

Les limites de l'offensive. La mise en œuvre de ce plan plutôt réaliste se heurte cependant à de vrais obstacles. La manière dont Xavier Bertrand et l'Elysée ont composé les listes régionales (LLA n°1437) a suscité une forte grogne en interne. Partout, on a traîné les pieds. Ainsi, les affiches "La France change" n'auraient vraiment été collées que dans trois régions... Par ailleurs, l'apport des autres composantes de la majorité présidentielle, du **Nouveau Centre** (NC) à **Chasse pêche nature traditions** (CPNT), en passant par **Gauche moderne**, se révèle insuffisant. En 2004, **Jean Saint-Josse** (CPNT) pesait 7% en Aquitaine. Aujourd'hui, ce dernier chiffre à guère plus de 2% l'apport de son mouvement aux listes UMP dans cette région. Par ailleurs, ces partis frères, qui se sont laissés porter par la machine électorale UMP, se révèlent incapables d'accélérer dans la dernière ligne droite. Un exemple ? Dans l'Ain où la tête de liste départementale a été confiée à un élu NC, ce parti a eu le plus grand mal à remplir la salle où devait s'exprimer **Hervé Morin**, ce jeudi, pour un dernier meeting de campagne.

Jacques Massey

Régionales : quitte ou double pour Bockel

Jean-Marie Bockel affiche une confiance à toute épreuve quant aux résultats des élections régionales en Alsace. Pourtant, le secrétaire d'Etat à la justice, ancien sénateur-maire **PS** de Mulhouse, aurait de quoi s'inquiéter au vu des récents sondages du **CSA** et de l'**Ifop** évoquant une possible victoire du PS et d'**Europe-Ecologie** le 21 mars.

Si ce scénario se confirmait, le ralliement de son mouvement **Gauche moderne** à la majorité présidentielle n'aurait été d'aucun secours à l'**UMP** dans cette région ancrée à droite depuis des décennies. Mais où les équilibres politiques ont été bousculés par le décès brutal du président (UMP) du conseil régional **Adrien Zeller** en août 2009 (LLA n°1440). Le scrutin alsacien constitue un test crucial pour Gauche

moderne, alors que les tentatives visant à développer le mouvement ont été jusqu'à présent vaines.

Sur ses terres, Jean-Marie Bockel n'a ainsi pu imposer qu'une candidate en position éligible (**Chantal Risser**, en 3^e position dans le Haut-Rhin). Au plan national, seuls quatre autres adhérents ont la quasi-certitude de siéger dans des exécutifs régionaux : en Bretagne, en Rhône-Alpes et dans les DOM. Dans le Nord-Pas-de-Calais, **Brigitte Mauroy** a aussi sa chance en figurant en 17^e position sur la liste majorité présidentielle du Nord. Mais la nièce de **Pierre Mauroy** doit surtout cette place à ses origines familiales. Car la chef de file UMP/**Nouveau Centre**, **Valérie Létard**, n'a pas voulu se priver de ce symbole de la politique d'ouverture !

Regrouper les HLM, supprimer les aides

Les aides d'Etat à la pierre pourraient disparaître dès fin 2011, selon des informations de l'**Union sociale pour l'habitat** (USH). Alors que 480 millions d'euros de subventions seront versés en 2010, le projet gouvernemental serait de contraindre les organismes publics HLM à remplir leurs missions sans ces aides. Pour cela, ils seraient incités à accélérer la vente d'une partie de leur patrimoine afin de disposer des fonds propres nécessaires.

La **Caisse des dépôts** aurait déjà été sollicitée à cet effet, via sa filiale **SNI**. Rappelons que la construction de 93 000 logements locatifs neufs a été assurée en 2009,

tandis que 14 000 autres ont été construits dans le cadre d'opérations de rénovation menées par l'**Agence nationale pour la rénovation urbaine** (ANRU).

Un projet de regroupement territorial des organismes HLM fait déjà l'objet d'un discret lobbying de la part du secrétariat d'Etat au logement et des préfets de région. Le président de l'USH, **Thierry Repentin**, par ailleurs sénateur **PS** de la Savoie et nouveau membre du **Conseil national des villes** (CNV), y voit une manière d'affaiblir le mouvement HLM, au profit de groupes privés de plus en plus présents en Ile-de-France et dans le Sud-Est.

Cap 21 déserte le MoDem. Des animateurs de **Cap 21** n'ont pas attendu l'issue du scrutin régional pour prendre langue avec les **Verts** et préparer leur sortie du **MoDem**. C'est le cas en Languedoc-Roussillon, en Poitou-Charentes et en Pays de la Loire. Cela, alors que leur chef de file, **Corinne Lepage**, prend part cette semaine à des réunions avec **Daniel Cohn-Bendit** à Strasbourg et Marseille. Ce qui met un terme aux espoirs de **François Bayrou** de constituer un large front autour de lui.

Henri Emmanuelli suspicieux. Un scénario hante **Henri Emmanuelli**. En Languedoc-Roussillon, l'ex-leader de la gauche du **PS** craint une alliance d'éventuels élus

de la liste officielle de son parti avec le chef de file de l'**UMP Raymond Couderc**, lors de l'élection du président de région. Cette hypothèse semble infondée. Pour l'instant.

Jean-François Copé se verdict. Discrètement, le président du groupe **UMP** de l'Assemblée, **Jean-François Copé**, a rejoint la commission du développement durable, en démissionnant fin février de la commission des affaires culturelles où il siégeait jusqu'à présent. Jean-François Copé saute en marche dans le train de l'écologie. Un thème porteur ces prochaines années, s'il sait être moins maladroit que **Nicolas Sarkozy** sur ces sujets.

■ Big Brother, partout !

Les préfets ont reçu pour consigne d'appliquer dès à présent l'une des mesures phares de la loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure (LOPPSI) : le développement de la vidéosurveillance. Le projet n'a été voté qu'en première lecture par l'Assemblée. Et il doit encore être examiné par le Sénat, avant de passer un arbitrage en commission mixte paritaire. C'est pourtant en s'y référant que le préfet du Val-d'Oise, **Pierre-Henry Maccioni**, vient de conditionner son soutien au futur contrat local de sécurité de la ville de Gonesse à l'installation d'un système de vidéo-protection. Le député-maire **Jean-Pierre Blazy** (**PS**) devra donc obtempérer pour obtenir des subventions.

Recadrage budgétaire. Cet exemple n'est pas isolé. Au plan national, le **Fonds interministériel de prévention de la délinquance** (FIPD) devra aussi tenir compte de cette priorité gouvernementale. D'ici 2011, 80% des financements seront ainsi consacrés aux technologies vidéo, soit 30% de plus qu'en 2008, année où une première inflexion a été donnée (LLA n°1357). Pareillement, une trentaine de millions d'euros tirés de budgets labellisés politique de la ville seront réaffectés au FIPD pour répondre aux mêmes objectifs. Résultat : il n'y aura bientôt plus beaucoup d'argent pour mener des actions classiques de prévention, par exemple pour mieux coordonner les "intervenants de terrain", c'est-à-dire les policiers, les magistrats, les éducateurs, les enseignants, etc.

Rafale : oubli fatal de l'Elysée.

Un paramètre a été négligé par l'Elysée dans son forcing pour vendre des *Rafale* au Brésil. **Nicolas Sarkozy** a tout misé sur la capacité du président **Lula da Silva** à imposer cet achat aux militaires. Or, depuis décembre 2009, le projet de création d'une commission de la vérité pour enquêter sur les crimes de la dictature militaire (1964-1985) a déclenché une crise majeure entre le pouvoir civil et l'état-major. Dans le cas où des tortionnaires seraient jugés, des généraux exigent la comparution de **Dilma Rousseff**, candidate désignée par le **Parti des travailleurs** pour briguer la succession de Lula. En arguant qu'elle avait participé à l'époque à la guérilla anti-dictature.

Giacobbi, dans le maquis des alliances

Favori du scrutin en Corse, Paul Giacobbi va devoir apprendre à rassembler s'il veut gagner sans "combinazione".

Le président du conseil général de Haute-Corse, **Paul Giacobbi**, chef de file de la liste **PRG-PS**, estime pouvoir arriver en tête des quatre listes de gauche en compétition le 14 mars. Et le même d'assurer qu'il fera ensuite l'union avec son frère ennemi **Emile Zuccarelli**, député-maire PRG de Bastia soutenu par **Nicolas Alfonsi** (74 ans), sénateur du Sud de l'île. Cela, même si les rancunes subsistent entre eux deux. En 2004, c'est à cause de l'intransigeance d'Emile Zuccarelli (qui exigeait la présidence de l'assemblée territoriale) que la gauche, majoritaire en voix, a perdu la Corse au profit de l'**UMP**.

Passé le cap du scrutin de dimanche, il faudra ensuite transformer l'essai. Au second tour, selon les sondages disponibles, une liste d'union PS, PRG et **Divers gauche** obtiendrait 32% des suffrages, face à l'UMP plafonnant à 29%. Par contre, si Paul Giacobbi s'allie au **Front de gauche**, conduit par le maire communiste de Sartène **Dominique Bucchini**, et aux auto-

nomistes de **Femu a Corsica**, conduits par **Gilles Simeoni** et **Jean-Christophe Angelini**, son score devrait frôler les 41%. Et la partie serait alors gagnée. Car pour obtenir la majorité absolue des sièges le 21 mars, il suffira de passer la barre des 40%. C'est le scénario privilégié. Mais les chefs de file des partis de gauche s'en donneront-ils les moyens ?

Malgré les appels en faveur d'une telle dynamique, qui permettrait de tourner la page de quarante ans de domination de la droite dans l'île, aucun contact exploratoire n'a encore été pris entre ces protagonistes. Conclusion de Gilles Simeoni, le fils d'**Edmond Simeoni**, figure historique de la revendication nationale corse : *"Plus le temps passe, et plus la perspective d'une alliance de second tour s'éloigne"*. Resterait alors l'option d'un accord au troisième tour, lors de l'élection des présidents de l'Assemblée territoriale et de l'exécutif insulaire. Problème : un tel scénario, conclu *in extremis*, paraît très aléatoire. On ne tourne pas la page de plusieurs décennies de rivalités en quelques heures...

L'UMP-Paris, plus mal en point que jamais

Les résultats parisiens de l'UMP au second tour des régionales traduiront plus qu'ailleurs les limites actuelles du parti présidentiel. Explications.

"Ces élections sonnent le glas du concept originel de l'**UMP**", résume un cadre parisien de cette formation. "En cinq ans, nous n'avons pas abouti à ce qu'avait réussi le **Parti socialiste** après sa refondation lors du congrès d'Epinay en 1971. Au final, l'opération a simplement consisté à intégrer des militants centristes au **RPR**, et à leur imposer le vieux fonctionnement de l'ex-parti chiraquien". Dans l'affaire, seule **Chantal Jouanno**, activement soutenue par **Jean-Jacques Giannesini**, secrétaire départemental de l'UMP-Paris, et sans doute bien conseillée, a tiré son épingle du jeu. Ce qui en fait de facto une rivale de **Rachida Dati** pour les élections municipales de 2014.

Ce diagnostic sans appel annonce des départs, ces prochains mois. Des responsables de circonscription devraient

ainsi rejoindre le **Nouveau Centre**. Des élus d'arrondissement comme **Patrick Trémège** (dans le 13^e), **Lynda Asmani** (10^e) et **Jérôme Dubus**, vice-président du groupe UMP au conseil de Paris, sont cités comme partants.

Pronostic de **Thierry Couderc**, dirigeant du **Parti radical** dans la capitale : "Les petites formations auront un boulevard après la défaite du 21 mars. Tout l'enjeu sera de renouveler l'offre politique après cette campagne où les caciques UMP franciliens ont passé le plus clair de leur temps à s'entredéchirer". Problème : le président du parti, **Jean-Louis Borloo**, ne semble pas prêt à faire le forcing dans la capitale. Il devrait même laisser ses troupes se débrouiller seules. Quant à **Yves Jégo**, son représentant régional, ses ambitions demeurent limitées. Pour le scrutin de mars, il s'est contenté de placer son directeur de cabinet à la mairie de Montereau, **James Chéron**, en 17^e position sur la liste de Seine-et-Marne. Maigre bilan !

Daniel Vaillant, abolitionniste. Ancien ministre **PS** de l'intérieur, **Daniel Vaillant** va s'engager en 2010 en faveur d'une légalisation contrôlée du cannabis. Son projet est d'encadrer son importation et son autoproduction, tout en luttant contre les trafics et l'économie souterraine que cette drogue douce génère. Une proposition que ne désavoueront pas les alliés **Verts** du PS !

Expédition punitive chez Multipro. L'enquête sur l'agression de 32 intérimaires grévistes de l'agence **Multipro**, le 19 février dans le 20^e arr. de Paris, a permis d'identifier les auteurs des coups et blessures. Certains "gros bras" masqués appartiendraient à la **Ligue de défense juive**, un groupe d'autodéfense. Reste à établir leurs relations avec le PDG de Multipro. Une enquête que les syndicats parisiens veulent voir aboutir.

Communication double usage. La communication du conseil général de Saône-et-Loire présidé par **Arnaud Montebourg** est désormais assurée par **Euro RSCG**. Montant du contrat : 66 000 €. Plusieurs journalistes ont constaté que l'agence pilote également certaines de ses relations presse à Paris.

Lobbying pour Eutelsat. Après la rupture, fin janvier, d'un projet de contrat avec la télévision géorgienne, le PDG d'**Eutelsat**, **Michel de Rozen**, a confié la gestion médiatique de cette affaire à **Image Sept**. Rien de plus normal : la fondatrice de l'agence, **Anne Méaux**, le connaît depuis qu'ils ont travaillé ensemble en 1986 au cabinet d'**Alain Madelin** au ministère de l'industrie. Eutelsat diffusera à la place de la TV géorgienne une chaîne liée à **Gazprom** dans le Caucase du Nord.

Bussereau déserte Facebook. Le secrétaire d'Etat aux transports, **Dominique Bussereau**, a récemment interrompu le profil **Facebook** ouvert à son nom par de jeunes militants **UMP**. Des indésirables s'étaient introduits dans la liste de ses "amis" pour la pirater, notamment sous couvert d'une (fausse) **Carla Sarkozy**.

Christian Jacob, voix de la SAUR. La cinquième édition de la lettre d'information de la **SAUR** (groupe **Bouygues**) publiée en direction des collectivités locales vient de paraître. Au programme, une longue tribune du député-maire **UMP** de Provins **Christian Jacob**, président de la commission du développement durable de l'Assemblée.

Metis, le groupe de recherche sur le renseignement attaché au centre d'histoire de l'**Institut d'études politiques de Paris**, reprend ses séminaires. Sa cinquième série de conférences portera sur le contrôle parlementaire du renseignement en Europe. L'avocat général **Guy Rapaport**, président du **Comité R** de Belgique, débutera le cycle le 15 mars. La séance du 12 avril sera consacrée à la France. Puis, le 14 juin, l'invité sera **Wolfgang Krieger**, professeur à l'**Université de Marburg** (Allemagne). Enfin, la séance de clôture, le 28 juin, traitera de la démocratie espagnole face aux services et à leur histoire avec **Florán Vadillo** (doctorant **Sciences-Po Bordeaux**).

L'Institut Turgot planche sur la crise du logement. Son président **Henri Lepage** organise le 17 mars une réunion autour de l'un de ses analystes, **Vincent Bénard**, par ailleurs directeur de l'institut libéral **Hayek** à Bruxelles. Celui-ci plaide pour une plus grande déréglementation du droit foncier afin d'augmenter le nombre de zones constructibles et permettre une baisse du prix des logements. Une idée qui a cependant pris du plomb dans l'aile depuis la tempête Xynthia.

Fatine Layt, présidente de la banque d'affaires **Oddo Corporate Finance**, reviendra sur son parcours, le 30 mars, face aux jeunes entrepreneurs du réseau "Obliques" de la **French-American Foundation** (FAF). Membre du **Siècle** et ex-young leader de la FAF, l'entrepreneuse franco-marocaine a d'abord fait ses classes à **Euris**, puis chez **Messier Partners**.

La Fondation Concorde réfléchit à de nouveaux leviers pour le développement économique des régions. Comme la **Fondapol** en février, le think-tank proche de la majorité devrait publier d'ici fin mars un rapport sur le sujet intitulé "Les territoires, les entreprises et l'emploi".

■ Notre Europe se raccroche aux USA

Les éminences grises réunies par Notre Europe plaident pour une refonte de la relation transatlantique, sous peine de voir l'UE se marginaliser encore davantage.

L'Europe et les Etats-Unis sont-ils en train de rater une opportunité historique ? C'est l'intuition du think-tank **Notre Europe** qui va publier, le 16 mars, les conclusions de son groupe de réflexion de haut niveau coprésidé par **Romano Prodi** et **Guy Verhofstadt**, et auquel ont participé **Jerzy Buzek**, **Etienne Davignon**, **Jacques Delors**, **Joschka Fischer**, **Nicole Gnesotto**, **Paavo Lipponen** et **Tommaso Padoa-Schioppa**, des fédéraliste convaincus pour la plupart. Après neuf mois de discussions, le groupe d'experts, qui s'est réuni pour la première fois en juin (LLA n°1420), va rendre public un "plaidoyer" dans lequel il appelle de ses vœux un renforcement du "partenariat euro-américain". Une relation qui s'est nettement distendue depuis la fin de la Guerre froide.

Le groupe de réflexion relève notamment un paradoxe lié à l'arrivée de **Barack Obama**. Depuis la chute du Mur de Berlin, jamais les Etats-Unis et l'Europe n'ont été autant en harmonie sur des sujets tels que la gouvernance mondiale, le changement climatique ou encore la gestion des conflits. Et pourtant cette "communion retrouvée" n'a encore débouché sur aucun résultat concret, comme l'ont prouvé l'échec de la conférence de Copenhague et la gestion de la crise financière. D'après le groupe d'experts, une refonte de la relation transatlantique, indispensable pour répondre à ces enjeux, passe inévitablement par une plus grande intégration politique de l'Europe de manière à pouvoir traiter avec les Etats-Unis d'égal à égal. Il y a urgence, met en garde le think-tank. La diplomatie de Washington est désormais plus ouverte et pourrait privilégier à terme des partenariats avec les puissances émergentes. Au risque de marginaliser encore un peu plus le Vieux Continent.

■ Res Publica en quête de stratégies

Très critique à l'égard du Livre blanc sur la défense, la fondation chevènementiste réunit un séminaire sur les bouleversements de la pensée stratégique militaire.

Le constat très sévère que dresse la fondation **Res Publica** sur le Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale l'a conduite à organiser, le 22 mars, un séminaire fermé consacré aux grands bouleversements de la stratégie militaire : émergence d'un monde multipolaire, défi terroriste et prolifération nucléaire. Avec une question centrale : la France a-t-elle encore des stratégies en mesure d'élaborer une réponse à ces défis ?

Pour en débattre, la fondation présidée par **Jean-Pierre Chevènement** a notamment convié l'amiral **Jean Dufourcq**, ancien officier de marine et actuel rédacteur en chef de la revue *Défense nationale* ; le haut fonctionnaire **Gilles Andréani**, ex-conseiller de **Dominique de Villepin** aux affaires étrangères ; ainsi que l'ambassadeur **Gabriel Robin** qui a longtemps représenté la France auprès du conseil de l'**OTAN** à Bruxelles. Egalement présent, l'historien **Christian Malis**, spécialiste des relations internationales, est quant à lui l'auteur d'un ouvrage sur la pensée stratégique de **Raymond Aron**.

L'Institut Thomas More sera auditionné courant mai par la **Commission européenne** dans le cadre du projet de révision de la directive sur les fonds propres réglementaires, sur lequel une consultation publique a été lancée le 26 février. Le think-tank a étudié les diverses propositions de régulation financière émises par l'**Union européenne**, le **Financial Stability Board** (G20), les Etats-Unis, etc. Cette note, rédigée par deux anciens de **Goldman Sachs**, **Paul Goldschmidt** et **Gérard Dussillol**, devrait être publiée en avril.

Mario Monti, qui prévoit de remettre en avril son rapport sur la relance du marché unique européen, est confronté au casse-tête des agences de régulation nationales (**Arcep**, **CRE**, etc.). Mises en place pour garantir le respect du droit européen et de la libre-concurrence, celles-ci ont développé au fil des ans une jurisprudence autonome, propre à chaque pays. Au point d'être parfois perçues à Bruxelles comme des obstacles à l'harmonisation du marché unique.

Denis Kessler, PDG de **Scor** et président du **Siècle**, sera l'invité de l'**Institut de l'entreprise** (IdE) le 26 mars. Il s'entretiendra avec la jeune garde du think-tank qui se réunit tous les mois autour d'une personnalité dans le cadre du "Cercle" (LLA n°1440).

L'IFRI s'interroge sur l'avenir des *smart grids*, les réseaux de distribution électrique intelligents. L'institut organisera une conférence le 11 mars à Bruxelles autour de **Guido Bartels**, directeur énergie d'**IBM** et surtout président de **GridWise Alliance**, l'association américaine de promotion des *smart grids*. Le directeur de la communication de **RTE**, **Michel Derdevet**, et le directeur stratégie produits d'**Areva T&D**, **Régis Hourdouillie**, seront également présents.

Le réseau ETAL (Encadrement et transparence des activités de lobbying), animé par l'association **Adéquations** et qui regroupe une vingtaine d'ONG et de syndicats (dont **Attac**, **Anticor**, la **CFDT**, **Greenpeace** et la **Confédération paysanne**), publiera en fin de semaine les résultats de son enquête sur l'encadrement du lobbying au sein des exécutifs régionaux. Le questionnaire, adressé à l'ensemble des formations politiques engagées dans la campagne des régionales, n'a pour l'instant recueilli les réponses que du **MoDem** (Île-de-France), du **PS** (Centre et Haute-Normandie) et d'**Europe-Ecologie** (Bretagne et Haute-Normandie). Le détail de ces réponses, consultable sur le site Internet d'Adéquations, montre que les partis politiques sont généralement favorables à l'instauration d'un registre obligatoire des représentants d'intérêts. En revanche, leurs réponses se révèlent beaucoup plus vagues quant à la prévention des conflits d'intérêts des élus.

Le ministère de la santé a commandé une batterie d'études fin 2009, savamment réparties entre les différents instituts. Outre l'étude confiée à **GFK-ISL** sur le congé parental (LLA n°1444), on retrouve parmi les bénéficiaires des organismes comme la **Fondation nationale des sciences politiques** (FNSP), qui a dressé un comparatif du suivi de la réforme des retraites dans les pays de l'**OCDE**, ou encore le **Credoc** qui a planché sur le recours aux spécialistes dans la médecine de ville. **Ipsos**, pour sa part, a réalisé des enquêtes de satisfaction auprès des utilisateurs de la plateforme *Platinis*, qui centralise les informations sur les établissements de santé. Enfin, le cabinet **In Numeri**, spécialisé dans la collecte et l'analyse des données, s'est vu confier une mission plus technique concernant une enquête sur les personnes handicapées.

■ Andrew Armfelt chez Mayer Brown

L'avocat Andrew Armfelt et son équipe rejoignent Mayer Brown, scellant le sort du cabinet Armfelt & associés qui avait implosé en 2009.

Sans tambour ni trompette, **Andrew Armfelt**, 61 ans, a intégré le cabinet **Mayer Brown** début 2010 avec les maigres troupes qui lui restaient. L'avocat britannique, spécialisé en fusions-acquisitions, en droit immobilier et en financements structurés, se cherchait un point de chute après l'implosion l'an dernier du cabinet **Armfelt & associés** qu'il avait fondé en octobre 2006 avec six associés issus de cabinets américains : **Olivier Karsenti** de **Sullivan & Cromwell** ; **Pierre-Alain Bouhéni**, **Tanguy Nicolet** et **Philippe Zambrowski** de **Weil Gotshal** ; ainsi que **Patricia Ghozland** et **Eric Diamantis** qui l'avaient suivi lorsqu'il avait quitté **Paul Hastings**. L'aventure s'est soldée en 2009 par le départ des anciens de Weil et de Sullivan, qui ont fondé **Bouhéni Baudin & associés** avec **Alexandre Baudin** qui les a rejoints en cours de route.

Chez Mayer Brown, l'équipe d'Andrew Armfelt se greffera à celles dirigées par **Jean-Pierre Lee** et **Jean-Philippe Lambert**, les deux *Partners* qui chapeautent les pôles immobilier et financements structurés. Il s'agit d'un nouveau départ pour l'avocat britannique, arrivé à Paris en 1983 pour y implanter le cabinet **Cameron Markby**. Avant de fonder son propre cabinet en 2006, il avait également participé à la création de **Veil Jourde** (qui s'appelait au départ **Veil, Armfelt & associés**), puis rejoint **Moquet Borde**, devenu peu après **Paul Hastings**.

■ Keyrus s'impose à l'intérieur

Le ministère de l'intérieur vient de confier la refonte de son système informatique à Keyrus et à Accenture, au terme d'un appel d'offres très disputé.

C'est au tour du ministère de l'intérieur de se lancer dans un chantier de refonte de son système informatique. Celui-ci vient de retenir les cabinets **Keyrus** et **Accenture** pour l'accompagner dans cette démarche. Le premier interviendra en amont sur le pilotage global, tandis que le second planchera de manière plus ciblée sur les systèmes de gestion des achats ou des ressources humaines. Il s'agit d'un bond important pour Keyrus. Le cabinet fondé à Paris en 1996 affiche de fortes ambitions sur les grands comptes publics et a recruté en février **Norbert Faure**, l'un des fondateurs d'**Ineuum Consulting**.

Si le montant des contrats (300 000 € pour Keyrus, 600 000 € pour Accenture) est loin d'être pharaonique, l'appel d'offres était très disputé, s'agissant d'un dossier à la fois complexe et sensible. Il s'agira à terme d'harmoniser les systèmes informatiques de toutes les entités du ministère, préfectures, administration centrale, commissariats, gendarmeries, qui utilisent des applications différentes. Et les opérations d'intégration sont toujours très critiques en matière de sécurité. Si la diminution du nombre d'applications est un vecteur d'économie important, contrairement au ministère de la justice qui a bâti avec **Cassiopée** une architecture très complexe (LLA n°1444), l'intérieur devrait privilégier une approche pragmatique en misant sur une convergence progressive des applications.

Logica a remporté un appel d'offres, en consortium avec **Orange Consulting Services**, la filiale conseil de **France Télécom**, pour auditer les systèmes informatiques du ministère de l'éducation nationale. La société **Inrinsec**, spécialisée dans la protection des systèmes informatiques contre les intrusions, a elle aussi remporté un lot. Cette filiale de la SSII française **Neurones** se verra confier des audits techniques.

Weber Shandwick, **Publicis consultants**, **CLAI** et **Com'Publics** ont de bonnes chances d'intégrer très prochainement le registre des représentants d'intérêts de l'**Assemblée nationale**, où les sociétés de lobbying commencent à faire leur apparition au compte-gouttes. Ces quatre cabinets, dont la demande est en cours d'instruction, y figureront aux côtés d'**Anthenor Public Affairs**, **TL Conseil** et **DTM Conseil**, qui sont les trois seules agences mentionnées à ce jour. A noter que le bureau de l'Assemblée a finalement refusé de leur accorder un second badge d'accès permanent, comme certaines le demandaient, afin de limiter la présence de lobbyistes dans les locaux.

Sémaphores, la filiale du **Groupe Alpha** spécialisée dans le développement des territoires, vient de réaliser une belle opération auprès de la ville de Paris en décrochant une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage sur le projet de réaménagement du **Forum des Halles**. Il s'agira d'évaluer le respect des normes environnementales sur tous les volets du dossier, qu'il s'agisse du chantier, des infrastructures ou du projet urbain dans son ensemble. Sous un angle encore plus technique, la ville vient de retenir les cabinets d'ingénierie **Ginger Sechaud Bossuyt** et **Structure & réhabilitation** pour expertiser la structure du bâtiment et établir le cahier des charges des firmes de démolition.

La Banque de France s'implante à New York

La crise donne des idées à la **Banque de France**. D'après nos informations, la Banque centrale réfléchit à implanter une salle des marchés à New York. Le gouverneur **Christian Noyer** a donné son feu vert à un projet qui devrait se concrétiser d'ici la fin de l'année. La **Direction des opérations de marché**, dirigée par **François Haas**, a été chargée de trouver des locaux pour cette nouvelle antenne qui pourrait comprendre, à terme, quatre ou cinq traders, alors que la "Vieille Dame" ne compte pour l'instant qu'un seul salarié permanent en poste aux Etats-Unis, chargé de la représenter auprès de la **Fed**.

La démarche, essentiellement financière, doit permettre à la Banque centrale de soigner ses résultats annuels. En

s'implantant à New York, et en levant l'obstacle des fuseaux horaires, ses traders pourront désormais passer des ordres sur les marchés américains en journée pleine, à l'image de ce que pratiquent déjà certaines Banques centrales asiatiques ou australiennes, mais très peu de banques européennes. Cette idée n'est pas neuve mais sa concrétisation a été accélérée par la crise, très lucrative pour les placements "sûrs" des Banques centrales. Entre 2007 et 2008, le bénéfice annuel de la Banque de France a ainsi bondi de 144 millions € (+6%), une croissance due essentiellement à ses activités sur les marchés financiers. Les chiffres pour 2009 n'ont pas été publiés, mais cette tendance devrait se poursuivre.

Comment l'Etat pompe France Télécom

L'Etat est un actionnaire gourmand. Souvent plus que bien des investisseurs privés. Pour preuve : alors que des sociétés de haute technologie comme **Apple** et **Google** ne distribuent aucun dividende, de manière à préserver leurs capacités d'investissement et d'innovation, **France Télécom** (FT) va attribuer cette année à ses actionnaires des dividendes très supérieurs à ses bénéfices : 3,65 milliards €, pour un résultat net d'un peu moins de 3 milliards €. Et, avec 27% du capital de l'entreprise, l'Etat en sera le principal bénéficiaire.

Dans une note très détaillée, l'**ADEAS**, l'association des actionnaires salariés de France Télécom, dénonce le 9 mars "un

dévoiement des règles du capitalisme, qui pour autant ne bénéficie pas au cours de l'action France Télécom". Et d'expliquer que cette politique de dividendes élevés est bien mal récompensée par les investisseurs : "Si France Télécom leur permet d'obtenir la meilleure rentabilité du CAC 40 (entre 8,2 et 8,5% de rentabilité sur capitaux investis) (...), le cours de l'action a perdu plus de 30% en deux ans, alors que l'indice CAC 40 a, sur la même période, gagné plus de 4%. L'ADEAS considère en outre que "le versement de ce dividende exorbitant va imposer soit une hausse de l'endettement, soit une baisse de l'investissement" obéant ainsi les capacités de croissance de l'entreprise.

Bras de fer chez Bombardier. La **CGT** s'apprête à déclencher un droit d'alerte dans l'usine de **Bombardier Transports** située à Crespin (Valenciennois). Selon le syndicat, l'industriel canadien envisagerait de plafonner la production de bogies sur ce site à 1 000 unités par an (contre plus de 1 200 jusqu'à présent), pour fabriquer le reste à l'étranger.

Surcoûts explosifs pour Eureenco. En marge des négociations de **Safran** avec la **Société nationale des poudres et explosifs** (SNPE) pour la reprise de sa branche Matériaux énergétiques, les discussions se poursuivent au sujet de la refonte du capital d'**Eureenco**. L'une des hypothèses prévoit

notamment que le suédois **Saab** (19% du capital) soit remplacé par **Nexter** ou **MBDA**. Problème : la filiale de la SNPE, qui produit des poudres destinées aux munitions, aux missiles et aux obus, doit revoir ses investissements à la hausse dans son usine de Sorgues. Le coût de la modernisation nécessaire pour redresser ses comptes - dans le rouge depuis 2004 - devrait ainsi passer de 25 à 45 millions €, suite à une évolution des normes de sécurité.

L'A400M totalement givré. L'**Airbus A 400M** se fait désirer à Toulouse. L'avion de transport militaire est attendu depuis quinze jours pour une présentation au siège de l'avionneur européen. Problème, l'appareil

■ Export : priorité au prix

Certains grands groupes industriels français doivent désormais apprendre à vendre à l'export sans bénéficier, comme dans le passé, de soutiens politiques. En tout cas, si à l'Elysée on affiche toujours le même volontarisme, cet appui est désormais inopérant. Jusqu'à présent, la recette était simple. Certes, les produits français coûtaient plus cher que ceux des concurrents. Mais la technologie "made in France" n'avait pas de prix. Et avec un bon coup de pouce politique du président-VRP, l'affaire était dans le sac.

Déconfiture. Aujourd'hui, la priorité est au prix. Surtout quand l'écart atteint 30 à 50% ! Et que le poids politique de Paris s'est considérablement affaibli. Les exemples récents sont nombreux. Fin janvier, **Claude Guéant** a bien arraché aux industriels une baisse de 2 milliards \$ sur la vente de 36 *Rafale* de **Dassault** au Brésil (LLA n°1443). Cela n'a en rien convaincu l'armée de l'air qui continue à préférer le *Gripen* ou le *F-15*. On connaît l'échec d'**Areva** aux Emirats pour avoir été plus cher que le sud-coréen **Kepco** et pour avoir proposé des EPR ne correspondant pas aux besoins réels du client. Il y a également la déconfiture annoncée d'**Alstom** et de la **SNCF** en Arabie Saoudite, face à un concurrent chinois soutenu par Pékin (LLA n°1444). Et même si le contexte est très différent, il faut aussi évoquer le retrait de la compétition, le 8 mars, d'**EADS** pour le contrat des avions-ravitailleurs de l'**US Air Force** face à **Boeing**, dont l'offre est moins performante mais surtout moins chère.

reste pour le moment bloqué à Séville, où il a réalisé son premier vol d'essai le 11 décembre. Des problèmes dans le dispositif de dégivrage l'empêcheraient de traverser les Pyrénées.

Nestlé Waters n'est pas à vendre. Interrogé en comité de groupe, **Denis Cans**, président de **Nestlé Waters France**, a affirmé aux syndicats qu'une vente de la branche des eaux minérales n'était toujours pas à l'ordre du jour du côté de la maison mère. Talon d'Achille du géant suisse de Vevey, la division est surveillée de près par les analystes sur un marché globalement orienté à la baisse. En 2009, Nestlé Waters France a encore enregistré une contraction de 1,4% de son chiffre d'affaires.

Les comptes fantastiques d'Areva pour 2009

Les comptes 2009 d'Areva laissent perplexe. Une présentation habile des résultats masque de réelles faiblesses.

Avec un résultat net part du groupe de 552 millions d'euros en 2009 contre 589 millions en 2008, **Areva** a réalisé une performance qui paraît honorable dans la conjoncture actuelle. Sauf que la réalité est bien plus contrastée. En fait, ce sont les pôles amont et aval (à savoir l'ancienne **Cogema**) qui permettent d'afficher de bons résultats. Ainsi, l'amont a généré 659 millions € de résultat opérationnel en 2009, contre 453 millions en 2008. Mais si une partie de l'amélioration est due à la baisse des coûts de production miniers, une autre provient des "plus-values de dilution" consécutives à l'entrée de partenaires minoritaires dans l'usine Georges Besse II (5%) et dans la mine nigérienne d'*Imouraren* (10%).

Or l'intégration d'une plus-value purement financière dans un résultat opérationnel paraît pour le moins abusive, même si Areva n'est pas le seul groupe à procéder ainsi. Non précisées dans les comptes, ces plus-values sont évaluées par des experts à 130 millions € pour

Imouraren et à 190 millions € pour Georges Besse II. Soit un total de 320 millions € qui aurait dû être comptabilisé dans le résultat financier. La principale motivation de la cession de ces participations semble d'ailleurs être la génération de cash et de plus-values, hors de toute vision stratégique.

Le pôle réacteurs et services (ex-**Framatome**) a vu son résultat opérationnel rester négatif de 626 millions €, contre 688 millions en 2008. Plus inquiétant, même sans la provision de 550 millions € sur l'EPR finlandais (OL3), le pôle est en perte opérationnelle (moins 76 millions contre un profit de 61 millions en 2008). Or, la partie services étant habituellement largement bénéficiaire, cela laisse présager de grandes difficultés sur les réacteurs. En sachant que rien n'est définitivement réglé pour OL3, et qu'il ne serait pas surprenant que des provisions doivent être passées dans le futur pour l'EPR de Flamanville. En attendant, alors qu'Areva a un besoin urgent de capitaux, il est proposé un dividende de 7,06 € par action, soit près de 250 millions € dont 90% iront à son premier actionnaire : l'Etat.

Almunia, commissaire des aides d'Etat ?

Placé sous les feux de l'actualité, le contrôle des aides d'Etat est décrié pour son manque de transparence.

Présenté par ses détracteurs comme un *no man's land* juridique, le contrôle des aides d'Etat, qui a toujours occupé une place à part au sein de la **DG Concurrence**, pourrait devenir un des chantiers prioritaires du nouveau commissaire européen **Joaquin Almunia**. Les raisons sont autant médiatiques - Almunia aura fort à faire pour imposer son style après **Neelie Kroes** et **Mario Monti** - que dictées par l'actualité. Après les lourdes mesures de restructuration imposées à **ING** puis à **Dexia**, Bruxelles a encore une quinzaine d'établissements dans le viseur, qui ont tous bénéficié d'aides individuelles suite à la crise financière. Les pressions pour que la **Commission européenne** fasse preuve de plus de "compréhension" ou revoie sa façon de travailler ne sont donc pas près de se relâcher.

Cela est d'autant plus vrai que le cadre législatif des aides d'Etat laisse beaucoup à désirer. Contrairement au contrôle des fusions, dont le périmètre est stable et rarement critiqué, le contrôle des aides d'Etat fait régulièrement l'objet de règlements dont aucun ne semble résoudre les problèmes. A l'arrivée, ces aides semblent excessivement influencées par une longue succession de "lignes directrices" (sur l'aide à la R&D, aux PME, au *green business*, etc.), dont seuls les spécialistes possèdent une vue d'ensemble. Ces différentes strates réglementaires s'empilent, au risque parfois de se contredire, et composent un millefeuille d'un bon millier de pages dans lequel les Etats, les collectivités et les firmes peinent à se retrouver. Ajoutons à cela des "régimes spéciaux", comme les aides aux banques ou à l'automobile qui bénéficient toujours de régimes dérogatoires, et le sentiment que l'appréciation de la Commission fluctue selon l'Etat qui a attribué l'aide.

GMF craint les suicides. Effrayé par la polémique liée aux suicides chez **France Télécom**, l'assureur **GMF** a décidé de différer son projet d'individualisation des résultats. Actuellement en test dans plusieurs agences de l'Est et l'Ouest de la France, cette expérimentation devait être généralisée fin 2009. Une échéance qui a finalement été repoussée à fin mars 2010.

Famat mise sur la Chine. Détenue par **Sneecma** et **General Electric**, la société **Famat** compte beaucoup sur le futur réacteur *Leap-X*, dont elle pourrait devenir le sous-traitant. Ce moteur d'avion, produit par **CFM International** (une autre joint-venture de Sneecma et GE), équipera le futur avion moyen courrier chinois C 919, qui concurrencera les *Airbus A 320* et les *Boeing B 737*. Famat a par ailleurs révisé à la hausse sa charge de travail pour 2010, avec 335 000 h programmées contre environ 300 000 en 2009.

Darty fait le "Menaje" en Espagne. La société britannique **Kesa Electricals**, qui possède les chaînes de magasins **Darty** en France et **Comet** en Grande-Bretagne, réfléchit à des ajustements en Espagne où elle compte une cinquantaine de magasins regroupés sous la marque **Menaje del Hogar**. La société, acquise en 2007, est très affectée par la crise l'immobilière espagnole qui pénalise les ventes d'électroménager. Des fermetures de magasins pourraient avoir lieu en 2010, alors que le reste du réseau devrait intégralement passer sous la marque Darty.

Grogne chez Thales. Le mécontentement des salariés de **Thales** s'exprime sans discontinuer depuis deux mois dans les différents établissements du groupe. Le point culminant sera atteint ce 11 mars avec une seconde manifestation devant le siège de Thales à Neuilly, à l'appel de l'intersyndicale (**CFDT, CGT, CGC, FO, CFTC**). En cause, le niveau des salaires. La direction ne veut pas aller au-delà de 1,8 à 2,2% d'augmentation de la masse salariale, tandis que les syndicats réclament 3% comme l'an dernier.

Une précision de JCDecaux. La directrice de la communication de **JCDecaux**, **Agathe Albertini**, conteste les informations parues dans *La Lettre A* n°1445 et nous précise : "La direction a décidé, à titre exceptionnel, de verser un supplément d'intérêt collectif" (pour combler les mauvais résultats de 2009) et "qu'aucune mesure de non-remplacement d'un départ sur deux n'est envisagée, même si JCDecaux sera très vigilant en matière de recrutement". Dont acte.

Jean-Dominique Prétet, près de 67 ans, devrait bientôt faire valoir ses droits à la retraite et quitter la présidence du directoire de *L'Alsace*, le plus ancien des quotidiens dans le giron du **Crédit mutuel**. Sa succession sera un test pour **Michel Lucas**, le DG de la banque. Celui-ci va-t-il procéder à des promotions internes, en faisant appel soit au directeur industriel **Rémy Ramstein**, soit au directeur administratif et financier **Jacques Roman**? Ou bien puisera-t-il dans le vivier du Crédit mutuel, comme il l'avait fait en 2007 en nommant **Pierre Wicker** DG du *Républicain Lorrain*? Selon son choix, les dirigeants des titres récemment intégrés, comme *Le Dauphiné* et *Le Progrès*, feront jouer - ou non - leur clause de sortie suite à un changement d'actionnaire.

Pierre Jeantet, président du **Groupe Sud Ouest** (GSO), déménage le bureau parisien du quotidien bordelais. Il quitte les locaux du *Télégramme de Brest* pour s'arrimer à la prestigieuse agence d'*Ouest-France*, faubourg Saint-Honoré. Mais il ne faut pas y voir un signe de rapprochement des Girondins et des Bretons : GSO vient de rompre son partenariat multimédia avec le réseau **Ma Ville** initié par *Ouest-France*.

Le Quotidien du médecin, que le groupe britannique de presse professionnelle **UBM** cherche à céder depuis quelques mois (LLA n°1439), semble intéresser **Cegedim**. Spécialiste mondial des bases de données dans le domaine de la santé, ce groupe a réalisé en 2009 un chiffre d'affaires de 848 millions €, en hausse de 4,3%, et a procédé à une augmentation de capital de 180 millions €, ce qui a permis au **FSI** de prendre 15% du groupe.

Bientôt, un clone du Post.fr ?

Malgré les rumeurs, Le Monde n'est pas prêt à vendre LePost.fr. Mais un projet similaire pourrait naître ailleurs.

Ainsi que *La Lettre A* l'avait révélé dès le 19 février (LLA n°1444), et en dépit du démenti qu'il nous avait alors adressé, le fondateur et rédacteur en chef du *Post*, **Bruno Raphaël**, a annoncé le 3 mars son départ du groupe *Le Monde*. Avec, de toute évidence, de nombreuses sollicitations et des projets bien avancés en tête. Malgré son échec commercial (200 000 € de recettes pour 1,5 million € de charges), l'incontestable succès d'audience du *Post* (2,9 millions de visiteurs uniques par mois) suscite des vocations chez plusieurs éditeurs, en France comme à l'étranger. Ainsi, soutenu par **Pierre Bergé**, le fondateur de *Courrier international*, **Jacques Rosselin**, s'est porté candidat au rachat du *Post*. Mais le directeur du *Monde*, **Eric Fottorino**, n'a répondu à aucune de ses sollicitations, et il n'a pu avoir accès au dossier. Jacques Rosselin pourrait donc, avec plusieurs investisseurs, lancer un projet similaire, nécessitant 3 à 4 millions € d'investissements, avec un horizon de rentabilité à quatre ou cinq ans.

Avec comme première préoccupation la recapitalisation du groupe, la direction du *Monde* ne paraît pas en mesure de trancher maintenant le sort du *Post*. En outre, ce site, dont les développements ont été réalisés par l'équipe informatique interne du **Monde interactif**, partage la même plateforme technique que *Lemonde.fr*. Difficile donc de séparer les deux, et d'exporter chez un autre éditeur un *Post* que seuls les informaticiens du *Monde* sont aujourd'hui en mesure de gérer.

La PQR au secours des messageries

Bruno Mettling s'inspire du modèle allemand dans son projet de réforme des messageries de presse.

Alors que **Bruno Mettling** devrait remettre son rapport dans les prochains jours, on commence à entrevoir les axes qu'il devrait développer pour éviter la faillite des messageries de presse. Point 1 : il estime que les grands quotidiens régionaux doivent s'impliquer dans la distribution déficitaire des quotidiens nationaux. S'il ne s'agit plus d'ouvrir les points de vente de la PQR à toute la presse, comme l'avait souhaité **Nicolas Sarkozy**, des rapprochements logistiques devraient intervenir au niveau régional, comme cela se fait en Allemagne dans les *Lander*. Les éditeurs du **SPQR** sont évidemment réticents. Mais Bruno Mettling estime que ce serait une légitime contrepartie à l'aide au portage, d'un montant de 72 millions €, qui a sauvé les comptes de beaucoup d'entre eux en 2009 (LLA n°1440).

Point 2 : les éditeurs doivent relever de 1%, dès juin, leur barème, au titre de l'inflation des frais de transport. Il serait alors plus facile de demander à l'opérateur **Lagardère** de contribuer à la remise à niveau des capitaux propres de **Presstalis**.

Arnaud de Puyfontaine,

45 ans, président de la filiale britannique du groupe **Hearst**, pourrait correspondre au portrait-robot dressé par plusieurs administrateurs pour le futur patron de l'**AFP** : légitimité internationale, maîtrise de la gestion et vision de l'avenir de l'information. Président du pôle industriel lors des Etats généraux de la presse, il a noué de bonnes relations avec les pouvoirs publics et les éditeurs de PQR (qui détiennent six sièges au conseil). Mais l'exilé londonien souhaitera-t-il traverser le *Channel* pour un défi aléatoire et un salaire fortement réduit ? Outre **Olivier Zegna-Rata**, seul candidat déclaré (LLA n°1443), sont également cités **Philippe Micouleau**, ex-président de l'**Agefi** et ancien administrateur de l'**AFP**, ainsi que le président de l'**INA**, **Emmanuel Hoog** (à moins que ce dernier ne se réserve pour la présidence de *France Télévisions*).

Ignacio Polanco, président de **Prisa**, pourrait de nouveau penser à monter dans le capital du *Monde*, dont il détient 15% des parts. Ayant cédé la semaine dernière la majorité de son groupe au fonds américain **Liberty Acquisition Holdings**, il s'est fortement désendetté. Mais du coup, il passe sous un contrôle non européen, ce qui lui interdit de prendre plus de 20% des actions d'une entreprise de presse française. Lors des Etats généraux de la presse, cette barrière avait été levée par **Nicolas Sarkozy** pour les pays francophones (surtout Suisse et Canada). Il est vrai que sous **Jean-Marie Messier**, **Vivendi**, malgré sa majorité d'actionnaires non européens, avait pu conserver *L'Express* et *Le Point*, les autorités ayant estimé que le capital de cette entreprise cotée fluctuait à tout moment.

► Abonnement annuel

Classique 840 € TTC	● 44 numéros (édition papier)
Web Pack 990 € TTC	+ édition PDF + alertes e-mail + archives web

LA LETTRE A est éditée chaque semaine par **Indigo Publications**. ■ Directeur de publication / Rédacteur en chef : **Maurice BOTBOL** (botbol@LaLettreA.fr) ■ Chefs de rubrique : **Guillaume Kempf** (kempf@LaLettreA.fr), **Jacques Massey** (massey@LaLettreA.fr) ■ Tél : 01 44 88 57 35 ■ Fax : 01 44 88 26 15 ■ www.LaLettreA.fr

Copyright 2010 - Reproduction interdite dans tout format, papier ou électronique

■ ISSN : 1151-1540 ■ Commission paritaire : 1109 I 81522 ■ Imprimerie : Hemmerlé, 75002 Paris.

Autres publications : Intelligence Online, La Lettre du Continent, La Lettre de l'Océan Indien, Maghreb Confidentiel, Africa Energy Intelligence, Africa Mining Intelligence, Africa Confidential (éd. française).

French politics: Credibility question

PIERRE BRIANÇON

breakingviews.com

This is more than mid-term voter fatigue. Nicolas Sarkozy's conservative party has been handed a resounding defeat by French voters in the country's regional elections. The socialist party, along with its green allies and a more leftist coalition, will rule all but one of France's 22 regions. This is certainly a worrying result for the French president. But it doesn't mean the path of the Socialists to taking over in 2012 will be any easier. The French president's allies are trying to blame the results on the global slump, which isn't favouring sitting governments anywhere. Rising anxiety over what the future holds, and fears that what little recovery is in sight could be of the jobless kind, certainly played a role. But Sarkozy is also paying for the simple fact that he has disappointed the French by failing to deliver on his – admittedly grandiose – plans for «rupture» with the past. The promised reforms have been tentative and haphazard. And the half-empty-glass-inclined French have seen more of the same. Sarkozy has both disappointed his allies and confirmed his opponents in the view that there was no substance behind the hype. Yet in spite of the poll numbers, the socialists should pause before they switch to triumphant mode. First, they should remember that they similarly triumphed in the last regional elections, in 2004, and went on to be routed in the presidential and parliamentary election three years later. ■

La crise immobilière sans fin

Pourquoi la crise immobilière aurait-elle une fin quand les commentateurs passent leur vie à rechercher les points négatifs chez ceux qui vont bien? De plus, rien n'a été fait pour soigner la crise en profondeur. Alors que l'on craint de plus en plus pour les titres adossés à des dettes hypothécaires en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis, on entend trop souvent évoquer la possibilité d'une défiance chinoise.

Il y a certes eu des hausses de prix phénoménales dans certaines grandes villes chinoises. Pour autant la situation ne peut être comparée à celle des Etats-Unis ou de l'Europe. Les dettes des ménages s'élèvent à 17% du PIB en Chine contre 96% aux Etats-Unis et 62% en Europe (JP Morgan). Et si les prix flambent en Chine c'est une spéculation directe qui en est responsable et non pas une optimi-

bles est très sérieux. D'ores et déjà un quart des hypothèques est supérieur à la valeur du bien immobilier concerné. Si beaucoup de propriétés sont remises aux établissements financiers par des propriétaires soucieux de se débarrasser d'une dette perdante, de nouveaux problèmes d'amortissement de créances douteuses deviendront une réalité.

De coup certains demandent que les autorités fédérales encouragent (financièrement) les établissements financiers à réduire le montant dû. Il est prouvé que réduire les intérêts ne marche pas avec les chômeurs et les particuliers surendettés. Cette situation prive les Etats-Unis d'une vraie reprise économique apportant enfin une diminution du pourcentage de chômeurs et permettant d'enclencher un cercle vertueux. Certes, les prix des grandes cités ou se rap-

construit de nouveaux objets et aucun stock d'envergure ne devait être liquidé. Par ailleurs, la concurrence entre les quatre principaux établissements bancaires existe mais ne revêt pas un caractère sacré comme aux Etats-Unis où chaque centime arraché à la concurrence donne lieu à une augmentation du bonus. De plus, les Australiens peuvent baser leur emprunt hypothécaire sur les taux du marché monétaire, comme les Suisses, et de ce fait, contrairement aux Américains qui ne pratiquent que le taux fixe, ils ont pu bénéficier d'une période tout à fait avantageuse en matière de loyer de l'argent. Les mesures de relance leur ont directement profité et ne se sont pas arrêtées dans le seul porte-monnaie des établissements financiers.

Le Canada avec ses cinq établissements bancaires n'est pas davant-

anglo-saxon qui ont failli à assurer sa sécurité. C'est 300 milliards de livres qui nécessitent un refinancement de l'autre côté de la Manche. C'est la partie de l'aide de l'Etat qui doit être remplacée par du capital d'origine privée (Moody's). Les investissements structurés qui accroissent l'effet de levier du marché britannique des titres adossés à des hypothèques ont à présent disparu... mais ont laissé un trou béant. Bien sûr l'origine n'est pas la même qu'aux Etats-Unis. Mais entre prêter de l'argent à des particuliers qui n'ont

pas les moyens d'acheter un bien immobilier ou financer des prêts accordés par effet de levier parce qu'il n'y a pas assez de capitaux pour le faire, les conséquences finales sont les mêmes: le vide. Il est évident que les capitaux privés ne se précipitent pas à l'assaut du papier. Il est clair que certains établissements britanniques verront leur crédit se détériorer. Dans cet univers de créances immobilières, il semble que l'on consacre un peu trop de temps à la Chine. Serait-ce pour occulter un vrai point noir de l'environnement financier? ■

Axe euro-américain et mondialisation

Les Européens n'ont aucune chance d'influencer la naissance d'un nouvel ordre monétaire global tant qu'ils continueront à y être collectivement impuissants.

HENRI SCHWAMM*

La Fondation Notre Europe – laboratoire de pensée indépendant dédié à l'unité européenne –, créée par Jacques Delors en 1996 et actuellement présidée par Tommaso Padoa Schiappa, vient de publier la quintessence des travaux de son groupe de réflexion sur l'avenir du partenariat euro-américain, composé d'anciens ministres et de chefs de gouvernement européens.

Tous les participants partagent un souhait: que le partenariat euro-américain devienne le plus rapidement possible un tremplin pour l'émergence, entre autres, d'une gouvernance économique globale. Entendez par là que les auteurs, plutôt que de suggérer telle ou telle stratégie ponctuelle (juguler le réchauffement climatique ou gérer la crise financière internationale), proposent à l'Union européenne et à ses Etats membres, ainsi qu'aux Etats-Unis, d'adopter d'abord et en urgence une doctrine commune pour la maîtrise de la mondialisation.

Cette doctrine commune prendrait appui sur quatre piliers qui sont autant de lignes directrices fortes: 1. la pratique et la promotion du multilatéralisme comme fondement des négociations internationales («le multilatéralisme offre en effet la seule véritable protection collective contre les aléas et les dérives du rapport de forces brut»); 2. la recherche et l'acceptation d'un partage des souverainetés pour la gestion des enjeux globaux de la mondialisation («la mondialisation n'est ni un destin implacable pour tous ni, à l'inverse, une garantie collective de prospérité. Elle est – et surtout sera – le résultat des stratégies et des compromis politiques (...) qui émergeront du jeu complexe des relations internationales»); 3. la valorisation du partenariat euro-américain, moins comme condition du leadership occidental que comme tremplin de partenariats globaux avec tous les acteurs de la scène internationale (l'«ouest» sans «le reste», pour reprendre la formule

de Samuel Huntington, auteur du Choc des civilisations, livre mondialement célèbre, «ne peut faire la différence ni apporter, seul, des solutions aux défis de la mondialisation»); 4. le renoncement aux doubles démons euro-américains que furent l'illusion des souverainetés nationales d'un côté, l'illusion de l'hégémonie impériale de l'autre («la mondialisation exige que les Européens découvrent une sorte d'intérêt national européen». Le recours aux enceintes multilatérales est dans l'intérêt de la puissance américaine).

Les Européens ont le mérite d'avoir inventé, en proposant le cadre du G20 à l'automne 2008, «l'échelon mondial pertinent pour la régulation de la crise économique et financière» (pas assez pertinent du point de vue suisse). Les membres du groupe de réflexion de la Fondation Notre Europe sont formels: «Cela est loin d'être suffisant, c'est un ordre monétaire qu'il faut reconstruire. Un déclin du prix et du rôle international du dollar suite à la crise et au déclin relatif de la puissance financière américaine constituerait une menace majeure pour l'économie européenne s'il devait amener à une appréciation forte de l'euro. Seul un nouvel accord monétaire international fondé sur un standard commun peut assurer un ajustement ordonné des déséquilibres extérieurs et l'ouverture des échanges, certainement pas une substitution – même partielle – de l'euro au dollar».

Les Européens n'ont aucune chance d'influencer la naissance d'un nouvel ordre monétaire global tant qu'ils continueront, malgré une surreprésentation (8 sièges pour les Etats membres de l'UE et la Commission) au sein du G20, à y être «collectivement impuissants» et complètement marginalisés par les autres grandes puissances, Chine et Etats-Unis en tête.

* Université de Genève

La monnaie unique reflète la discorde européenne

Les déclarations politiques intempestives et les divergences d'opinion au sein de l'UE pèsent quotidiennement sur l'euro.

ANDRÉ KELLER*

L'euro rechutait vendredi dernier pénalisé par l'incertitude d'un éventuel plan européen de sauvetage financier de la Grèce et suite aux déclarations faites, la semaine dernière, par Angela Merkel devant les parlementaires de son pays. La chancelière s'est déclarée favorable à l'exclusion «en dernier recours» d'un Etat de la zone euro trop laxiste en matière budgétaire. Les menaces grecques de recourir au Fonds Monétaire International (FMI) pour assurer son renflouement seraient vécues comme un désaveu par l'Etat allemand et bon nombre de pays européens. Dimanche 13 mars, la chancelière adressait, à nouveau, un message ferme à la Grèce: elle n'avait rien à attendre du Conseil européen qui se tient les 18 et 19 mars à

Bruxelles. Les marchés financiers non plus: «il n'y aura pas d'argent mis à disposition de la Grèce cette semaine».

Cependant vendredi, le président de la Commission européenne, Jose Manue Barroso, a demandé à Angela Merkel d'approuver un mécanisme d'aide à la Grèce en cas de besoin. Le porte-parole du gouvernement allemand en réponse à cela, a déclaré que la Grèce n'avait pas demandé d'aide financière. L'Allemagne est d'avis que les efforts de la Grèce vont porter leurs fruits et ses finances publiques se redresser. L'Allemagne néanmoins a évolué sur sa position et est désormais ouverte à un recours au FMI.

Ces divergences d'opinion en Europe sur un plan d'aide à la Grèce continuent quotidiennement de peser sur l'euro.

Peu de mouvements sur les marchés
L'écart entre la dette grecque et la dette allemande a repris son ascension après avoir connu une accalmie ces derniers jours. Les mouvements sur les marchés ont été relativement modestes et nous

font penser que les intervenants ne croient pas forcément que la Grèce soit forcée de chercher de l'aide en dehors de la zone euro. La relative désunion de l'Europe de la semaine dernière ne semble pas être assez marquée pour l'instant pour effrayer les marchés. Néanmoins, à long terme, les questions structurelles liées à l'euro restent d'actualité et contribuent à nuire aux perspectives? Ailleurs, le franc suisse était en hausse face à l'euro à 1,4335 franc suisse pour un euro en fin de semaine et le yen clôturait vendredi à 122,51 face à l'euro. Ces deux monnaies ont généralement été plus fermes face à l'euro après un essai de correction à la suite des bonnes performances des marchés boursiers et des chiffres économiques américains positifs.

Hausse du taux d'escompte aux USA
Des rumeurs circulent sur les marchés face à une potentielle hausse du taux d'escompte aux USA. Ce taux, peu utilisé avant la crise financière, a vu sa différence avec le fond fédéral réduite drastiquement afin de permettre

aux banques de se refinancer directement auprès de la réserve fédérale américaine. Les problèmes rencontrés par les banques durant la crise ayant pratiquement disparu, un réajustement de ce taux qui est censé être punitif, semble effectivement nécessaire. Ce taux a d'ailleurs déjà été ajusté, il y a quelques semaines. Néanmoins, ce réajustement «technique» ne démontre pas un changement de politique monétaire aux USA, ni un prélude à une hausse des taux directeurs de la réserve fédérale qui sont représentés par les «Fed Fund». L'objectif de ces derniers ayant été reconfirmé en milieu de la semaine passée entre 0 et 0,25%.

* Head of Sales Trading,
Saxo Bank Suisse

LES QUESTIONS STRUCTURELLES LIÉES À L'EURE RESTENT D'ACTUALITÉ ET CONTRIBUENT À NUIRE AUX PERSPECTIVES À LONG TERME.

SEUL UN NOUVEL ACCORD MONÉTAIRE INTERNATIONAL FONDÉ SUR UN STANDARD COMMUN PEUT ASSURER UN AJUSTEMENT ORDONNÉ DES DÉSÉQUILIBRES EXTÉRIEURS.

Sami Andoura, chargé d'étude au centre de réflexion "Notre Europe", auteur d'un rapport sur le partenariat Euro-américain

Par *cirencien*

Créé le 2010-03-26 12:45

Ve, 2010-03-26

1

Le commissaire européen chargé du Commerce, Karel de Gucht, rencontre ce 26 mars 2010 son homologue américain, Ron Kirk. La réunion devrait porter sur les accusations réciproques d'aides d'Etat dans le secteur aéronautique. Ce conflit commercial oppose depuis plusieurs années l'Européen Airbus et à l'Américain Boeing devant l'Organisation mondiale du commerce.

[Sami Andoura](#)

- [Europe](#)
 - [Allô Bruxelles](#)
 - [Grégoire Lory](#)
 - [Belgique](#)
 - [Chronique](#)
-

Dossier : UE-USA, comment améliorer le dialogue ?

Un président américain populaire, l'application, enfin, du traité de Lisbonne pour mieux faire fonctionner l'Union Européenne, tout semblait réuni pour relancer le dialogue entre deux acteurs majeurs de l'ordre international : l'Europe et les États-Unis. Or, il n'en ait rien. L'Europe est toujours aussi inexistante sur la scène internationale et Barack Obama a même annulé sa participation au sommet USA/UE qui doit se tenir en mai prochain. Pour améliorer le dialogue entre le vieux et le nouveau continent, le think thank "Notre Europe" lance un groupe de haut-niveau sur l'avenir du partenariat euro-américain. Un groupe qui rassemble d'anciens ministres et chefs de gouvernements européens. Pourquoi et comment ? Réponses avec Sami Andoura chercheur membre de "Notre Europe".



Sami Andoura est interrogé par Olivier Tosseri.

Publié sur *EurActiv* (<http://www.euractiv.com>)

URL source: <http://www.euractiv.com/fr/affaires-etrangeres/buzek-lue-devrait-etre-plus-pragmatique-et-les-etats-unis-plus-romantiques-news->

Buzek : l'UE devrait être plus pragmatique et les Etats-Unis plus romantiques

Publié: 17 March 2010

Le partenariat UE-Etats-Unis devrait être revigoré, et chaque partie devrait faire des gestes à l'égard de l'autre, l'Union devenant plus pragmatique et les Etats-Unis plus romantique, a déclaré le président du Parlement européen Jerzy Buzek hier (16 mars).

Background

EU-US relationship had come under increasing strain under eight years of the George W. Bush administration, with issues such as the war in Iraq and the War on Terror dividing Europeans and Americans.

With the election of Barack Obama, the EU got the US president it wanted. However, relations were not boosted up to the expectations, which was illustrated by a reluctance of European leaders to engage more in Afghanistan ([EurActiv 02/12/09](#)), by the disillusion of the Copenhagen climate summit ([EurActiv 22/02/10](#)), or by Obama's decision to snub the 24-25 May EU-US Madrid summit ([EurActiv 02/02/10](#)).

More recently, the European Parliament refused to rubber-stamp the interim SWIFT agreement between the EU and the US on the transfer of citizens' financial data to prevent terrorist attacks, dealing a blow to both EU governments and US authorities using SWIFT ([EurActiv 11/02/10](#)). SWIFT is a Belgium-based private company that handles the banking transactions of thousands of banks, including most European ones.

A result-oriented approach, which is close to American thinking, should be the base for upgrading EU-US partnership, Buzek said at a conference in parliament, organized by Notre Europe.

The think-tank, founded by former long-serving Commission president Jacques Delors, unveiled a 'Concept paper' titled "Reshaping EU-US relations". Its authors include Delors, Buzek, former Commission president Romano Prodi, ALDE leader Guy Verhofstadt, former German foreign minister Joschka Fischer, former prime minister of Finland Paavo Lipponen and Tommaso Padoa-Schioppa, president of Notre Europe.

Buzek said the world needed to see the beginning of 'responsible global governance', in which the EU had a role to play, together with the US and the other actors of the multipolar world. In his words, the European Union was now equipped to do its part of the job, with a new treaty, a new parliament with more powers, a new Commission, and a European External Action Service which would be soon operational.

"The so-called West is incapable to solve the many international challenges", Buzek said, calling for a new multilateral governance in which the Union would find the framework to promote its values and make use of its 'soft power'. He called the EU-US relations a 'springboard' to kick start such a governance, but added that "a springboard is not sufficient for a good jump", as the West needed to engage other partners as well.

One of the most important statements of the 'Concept paper' is that in spite of the recovered international credibility of the USA under president Barack Obama, the European-American partnership is still unable to deliver, as demonstrated by the failure of the Copenhagen Climate Conference of December 2009. One of the reasons, it says, is that "partners refocus their energies on domestic policies".

Buzek admitted that Europe still needed to strengthen its internal positions. "To have strong international positions, we need strong internal positions," he said. In this context, he advised European to be more pragmatic, as Americans are known to be.

Regarding the recent Parliament vote against extending the interim SWIFT agreement between the EU and the US on the transfer of citizens' financial data to prevent terrorist attacks ([EurActiv 11/02/10](#)), Buzek said that the reason of the vote were "own EU internal problems", and it was "not about the US".

Positions

Etienne Davignon, former Commission vice president, said shelves were full of books about EU-US relations, but the merit of the concept paper was the fact that it is forward-looking and taking stock of recent events such as the Copenhagen climate summit or the recent decision of the Obama administration to skip the EU-US summit, planned by the Spanish EU presidency.

Regarding the Copenhagen summit, he said that the lesson to be learned is that in a multipolar world, other actors such as the emerging economies told the EU that they wanted to write the rules together with the West, and not to accept such rules drawn in a closer circle.

Asked about a risk that the US would consider engaging in a G-2 format with China, to the detriment of other players, he said that the possibility existed, but such a format "could not work", as the two countries were divided by topics of great importance, such as exchange rates or access to raw materials.

Tommaso Padoa Schioppa, President of Notre Europe, said that in a first stage, the Concept paper had been planned as a joint effort of European and American

thinkers. But later, it was decided that “a European reflection” was needed first, before seeking synergies with US counterparts.

He explained that the aim of the concept paper was to formulate key principles, applicable for many fields of EU-US relations. In a nutshell, he formulated two such principles: the full acceptance of multilateralism, and the acceptance of the idea of the need of ‘sharing sovereignty’.

Next Steps

- The authors of the ‘Concept paper’ said that it would be presented to US universities and research institutes.

Links

NGOs and Think-Tanks

- Notre Europe: [Reshaping EU-US Relations: A Concept Paper](#)

Press articles

- EurActiv Slovakia: [EÚ by mala byť pragmatickejšia, Spojené štáty romantickejšie](#)

Veröffentlicht auf *EurActiv* (<http://www.euractiv.com>)

Quellen-URL: <http://www.euractiv.com/de/assenpolitik/buzek-eu-soll-pragmatischer-sein-die-usa-romantischer-news-350646>

Buzek: EU soll pragmatischer sein, die USA – romantischer

Veröffentlicht: 17 March 2010

Die Partnerschaft der EU mit den USA solle in Gang kommen und beide Seiten sollten auf sich zugehen. Dabei müsse die Union etwas pragmatischer und die USA etwas romantischer werden, sagte der Präsident des EU-Parlaments Jerzy Buzek gestern (16. März).

Background

EU-US relationship had come under increasing strain under eight years of the George W. Bush administration, with issues such as the war in Iraq and the War on Terror dividing Europeans and Americans.

With the election of Barack Obama, the EU got the US president it wanted. However, relations were not boosted up to the expectations, which was illustrated by a reluctance of European leaders to engage more in Afghanistan ([EurActiv 02/12/09](#)), by the disillusion of the Copenhagen climate summit ([EurActiv 22/02/10](#)), or by Obama's decision to snub the 24-25 May EU-US Madrid summit ([EurActiv 02/02/10](#)).

More recently, the European Parliament refused to rubber-stamp the interim SWIFT agreement between the EU and the US on the transfer of citizens' financial data to prevent terrorist attacks, dealing a blow to both EU governments and US authorities using SWIFT ([EurActiv 11/02/10](#)). SWIFT is a Belgium-based private company that handles the banking transactions of thousands of banks, including most European ones.

A result-oriented approach, which is close to American thinking, should be the base for upgrading EU-US partnership, Buzek said at a conference in parliament, organized by Notre Europe.

The think-tank, founded by former long-serving Commission president Jacques Delors, unveiled a 'Concept paper' titled "Reshaping EU-US relations". Its authors include Delors, Buzek, former Commission president Romano Prodi, ALDE leader Guy Verhofstadt, former German foreign minister Joschka Fischer, former prime minister of Finland Paavo Lipponen and Tommaso Padoa-Schioppa, president of Notre Europe.

Buzek said the world needed to see the beginning of 'responsible global governance', in which the EU had a role to play, together with the US and the other actors of the multipolar world. In his words, the European Union was now equipped to

do its part of the job, with a new treaty, a new parliament with more powers, a new Commission, and a European External Action Service which would be soon operational.

“The so-called West is incapable to solve the many international challenges”, Buzek said, calling for a new multilateral governance in which the Union would find the framework to promote its values and make use of its ‘soft power’. He called the EU-US relations a ‘springboard’ to kick start such a governance, but added that “a springboard is not sufficient for a good jump”, as the West needed to engage other partners as well.

One of the most important statements of the ‘Concept paper’ is that in spite of the recovered international credibility of the USA under president Barack Obama, the European-American partnership is still unable to deliver, as demonstrated by the failure of the Copenhagen Climate Conference of December 2009. One of the reasons, it says, is that “partners refocus their energies on domestic policies”.

Buzek admitted that Europe still needed to strengthen its internal positions. “To have strong international positions, we need strong internal positions,” he said. In this context, he advised European to be more pragmatic, as Americans are known to be.

Regarding the recent Parliament vote against extending the interim SWIFT agreement between the EU and the US on the transfer of citizens’ financial data to prevent terrorist attacks ([EurActiv 11/02/10](#)), Buzek said that the reason of the vote were “own EU internal problems”, and it was “not about the US”.

Positions

Etienne Davignon, former Commission vice president, said shelves were full of books about EU-US relations, but the merit of the concept paper was the fact that it is forward-looking and taking stock of recent events such as the Copenhagen climate summit or the recent decision of the Obama administration to skip the EU-US summit, planned by the Spanish EU presidency.

Regarding the Copenhagen summit, he said that the lesson to be learned is that in a multipolar world, other actors such as the emerging economies told the EU that they wanted to write the rules together with the West, and not to accept such rules drawn in a closer circle.

Asked about a risk that the US would consider engaging in a G-2 format with China, to the detriment of other players, he said that the possibility existed, but such a format “could not work”, as the two countries were divided by topics of great importance, such as exchange rates or access to raw materials.

Tommaso Padoa Schioppa, President of Notre Europe, said that in a first stage, the Concept paper had been planned as a joint effort of European and American thinkers. But later, it was decided that “a European reflection” was needed first, before seeking synergies with US counterparts.

He explained that the aim of the concept paper was to formulate key principles, applicable for many fields of EU-US relations. In a nutshell, he formulated two such principles: the full acceptance of multilateralism, and the acceptance of the idea of the need of 'sharing sovereignty'.

Next Steps

- The authors of the 'Concept paper' said that it would be presented to US universities and research institutes.

Verweise

NGOs and Think-Tanks

- Notre Europe: [Reshaping EU-US Relations: A Concept Paper](#)

Press articles

- EurActiv Slovakia: [EÚ by mala byť pragmatickejšia, Spojené štáty romantickejšie](#)

Etats Unis - Europe : Vu du Bureau ovale

29-03-2010



- [aucun commentaire](#)
- [flux RSS](#)
- [envoyer](#)

A l'heure où Nicolas Sarkozy se trouve à New York, la [prophétie](#) du think tank ECFR de semble se réaliser. En novembre dernier, l'EFCR avait publié un bilan très sévère de l'état des relations euro-américaines. En relayant les critiques de l'administration américaine sur le temps perdu dans des mondanités protocolaires et le manque de discussions de fond lors des rencontres officielles de ce côté-ci de l'Atlantique, l'[EFCR](#) avait épingle le comportement quelque peu obséquieux des européens vis-à-vis des Etats Unis.

Selon cette étude, chaque pays européen chercherait désespérément ses cinq secondes de gloire aux côtés du Chef de l'Etat américain, le temps d'une photo officielle pour la presse nationale, au point d'exaspérer profondément l'intéressé. Alors qu'eux-mêmes recherchent depuis des années une plus grande implication des pays européens dans les actions de l'OTAN et dans la guerre en Afghanistan ou encore récemment sur le nucléaire iranien.

Ainsi a-t-on appris ces derniers jours sur [EUobserver](#) que le Président des Etats-Unis souhaite tenir des sommets euro-atlantiques uniquement quand l'agenda politique l'exige. Quelle drôle d'idée pour un agenda politique rythmé de rencontres officielles... Finies les sempiternelles valses diplomatiques des sommets réguliers.

Ironie du sort, il aurait fallu que l'administration américaine rappelle les nouvelles règles du Traité de Lisbonne à la Présidence espagnole qui, si désireuse d'accueillir M. Obama à Madrid, avait tenté de voler la vedette au nouveau Président du Conseil européen. Dorénavant, les sommets seront présidés par M. Van Rompuy que cela plaise ou non aux dirigeants européens, dépouillés depuis peu de certaines de leurs anciennes responsabilités.

Même la "relation spéciale" explique-t-on dans le [Guardian](#) est en train de pâtrir sérieusement de la nouvelle présidence. Fils d'un Kenyan et élevé en partie en Indonésie, le Président Obama ne nourrit pas une nostalgie pour le vieux continent. Sa conception des relations internationales est trop mondialisée et multilatérale pour se restreindre à une relation si exclusive. Selon un ancien Ambassadeur britannique cité dans le quotidien britannique, "si on veut jouer les coudes et être entendu, il faut avoir quelque chose d'important à dire". Bref, il faut avoir une approche plus stratégique et une attitude de Realpolitik dans les nouvelles relations avec les Etats-Unis. "L'image de caniche héritée de la guerre irakienne dessert les intérêts et la réputation du Royaume Uni", explique l'ex-ambassadeur.

Plus optimiste, Notre Europe suggère dans une [étude récente](#), inspirée des réflexions d'éminentes personnalités européennes (Delors, Prodi et cie), que les Etats-Unis et l'Europe adoptent en urgence une doctrine commune pour la maîtrise de la mondialisation pour ne pas réitérer l'échec des négociations à Copenhague, de sorte de

permettre à l'Europe de peser sur la régulation internationale. On sent que le dénouement danois, lorsque Obama a laissé de côté les Européens pour conclure un accord avec les pays émergents, n'a toujours pas été digéré de ce côté-ci de la "grande flaque".

PUBLIÉ SUR [SUR LA TOILE EUROPÉENNE](#) | MOTS CLÉS

aucun commentaire

Réagissez

Liens Contact

UE/USA

Le 22 mars 2010

Notre Europe a publié le 16 mars une étude sur l'avenir du partenariat euro-américain. Le Groupe de Haut niveau sur l'avenir du partenariat euro-américain, composé d'anciens ministres et chefs de gouvernement européens, y dresse un bilan lucide des évolutions du monde et de leur impact sur l'Union européenne et les Etats-Unis. Il propose une approche nouvelle, loin des illusions nationales de l'Union et impériales de l'Amérique, pour que le partenariat euroaméricain devienne un tremplin pour l'émergence d'un partenariat global.

Lire

Pour un nouveau partenariat Europe - Amérique



La Fondation Notre Europe vient de publier courant mars un document de réflexion appelant à relancer le partenariat Europe - Etats Unis sur de nouvelles bases, à partir du constat que l'Europe a franchi un cap avec le Traité de Lisbonne, tandis que les Etats-Unis ont perdu la capacité et peut être l'envie d'exercer seul leur leadership mondial.

Le rapport rédigé par Nicole Gnesotto et issu des travaux de Romano Prodi, Guy Verhofstadt (Co-Présidents), Jerzy Buzek, Etienne Davignon, Jacques Delors, Joschka Fischer, Paavo Lipponen et Tommaso Padoa-Schioppa, soulève cependant trois conditions à l'avènement d'une coopération entre les deux rives de l'Atlantique dans un monde devenu multipolaire. En premier lieu, les Etats-Unis doivent accepter leur place dans le nouveau cours du monde et s'y adapter autrement que par une poussée d'isolationnisme. En deuxième lieu, cette coopération doit se faire en respectant les différences entre les deux puissances, et l'Europe elle-même doit cesser de se reposer commodément sur les USA pour prendre sa part du travail. Enfin, les nations européennes doivent abandonner l'illusion qu'elles pèsent à titre individuel et faire fonctionner réellement les institutions européennes au lieu de l'étalement actuel de chacun pour soi inefficace.

On notera que le contenu même du partenariat est largement considéré comme acquis, en raison de la communauté de valeur entre les deux grands, comme l'illustrent quelques cas diplomatiques choisis. Tout ceci désigne une ambition plus qu'un constat, et nous n'attendons plus que de regarder les chefs d'Etat européens se conformer à ces préconisations.

Rappelons que le PD italien organise ce soir une rencontre sur le même thème, à 21h30 à la Mairie du 13^e, 1 Place d'Italie

C'est l'heure de vérité... (éditorial de « NEA say »)

Posted by [lf5422](#) on 06/04/10

Elle est enfin arrivée avec ses exaltations et ses angoisses, ses controverses aussi nous le verrons. Comme souvent elle est passée inaperçue de beaucoup, minimisée par d'autres. C'est la stratégie 2020 dont l'éditorial veut parler. Nous entrons dans une nouvelle période historique : après la crise violente, globale que l'Union européenne vient de subir, accompagnée d'une régression de plusieurs années en arrière, elle doit dire concrètement quelle va être sa nouvelle manière de vivre ensemble, ses objectifs et comment les atteindre, selon quelles règles. Une nouvelle culture du risque et de sa gestion, une nouvelle culture de la prévoyance dans un monde dans un profond changement.

Réunis à Bruxelles les 25 et 26 mars, les chefs d'Etat et de gouvernement censés occuper la majeure partie du sommet européen aux discussions sur la stratégie 2020 l'ont réduit à la portion congrue, repoussant à juin une grande partie des décisions. Qu'importent les controverses (à trop long terme face aux urgences immédiates, trop complexe, pas assez détaillée, pas assez contraignante ou bien trop contraignante), l'heure de vérité est arrivée, c'est le moment d'agir a cru pouvoir dire la Commission en présentant son programme de travail pour l'année en cours. Pour l'essentiel sa proposition a été entérinée par les chefs d'Etat ou de gouvernement, certes subsistent des pudeurs terminologiques qui, par exemple, font préférer la lutte pour l'inclusion sociale à la lutte contre la pauvreté. Il est vrai le mot pauvreté écorche la bouche, mais c'est la réalité. Quelques chiffres doivent encore être fixés, des concrétisations plus affirmées doivent encore être adoptées pour assurer et mobiliser les acteurs, tous les acteurs. Mais le coup d'envoi a été bel et bien donné. Le succès se mesurera à la capacité qu'auront tous les acteurs à s'approprier cette stratégie 2020. Le Parlement européen semble vouloir s'approprier, au même titre que les autres, la stratégie 2020 : il s'organise de façon inédite en vue de rendre son avis (une deuxième résolution) avant le sommet de juin. C'est désormais une « ardente obligation » pour reprendre une expression restée longtemps célèbre du général de Gaulle parlant du plan et de la planification à la française. Un plan dont le maître d'œuvre incomparable, Pierre Massé, disait qu'il était « réducteur d'incertitudes » et que l'essentiel n'était pas d'avoir un plan, comme on détient une relique ou un talisman, mais « de le faire ». C'est en « faisant » que les informations s'échangent, que le dialogue se noue et que les énergies se mobilisent.

Ce coup d'envoi de la stratégie 2020 coïncide avec la parution d'un document salué comme étant du plus haut intérêt, celui du think tank Notre Europe (1) consacré au partenariat Europe et Etats-Unis. Là encore c'est l'heure de vérité. Les deux sont liées : il est difficile pour les Etats-Unis de faire de la relation avec une Europe divisée, nombriliste, à la traîne, une priorité. Pas de partenariat avec les Etats-Unis sans une stratégie 2020 forte, mobilisatrice, bref réussie. A la décharge de l'Union européenne, disons que les Etats-Unis et son président ont peut-être un peu trop rapidement conclu que traité de Lisbonne ou pas, décidément les européens sont indécroables et qu'on ne s'en sortirait pas à les traiter comme un « acteur global ». A l'Union européenne de les convaincre du contraire et dissuader les Etats-Unis de jouer avec les divisions européennes et d'avoir une politique une politique cohérente : les Etats-Unis ne peuvent plus, selon une tradition établie de longue date, être agacés au plus haut point par l'inconsistance d'une Europe divisée et d'autre part entretenir ces mêmes divisions ;

Sortir de la crise, refonder sur des bases totalement nouvelles le partenariat avec les Etats-Unis ont l'un et l'autre des vertus communes pour nous européens : accepter, enfin, de

partager notre souveraineté et parler d'une seule voix, vraiment d'une seule voix. Notre Europe le dit clairement les Européens doivent accepter de reprendre le chantier de leur unification politique, elle seule est susceptible d'être prise au sérieux par Obama. Divisée l'Europe ne compte pas. La solidarité collective, la recherche de l'intérêt général, la construction des souverainetés partagées doivent l'emporter définitivement sur la montée en puissance des intérêts particuliers et les prérogatives les moins justifiables des Etats. En d'autres termes, c'est ce à quoi appelle la Stratégie 2020. Les opportunités d'action ne manquent pas. L'Europe ne manque ni d'atouts, ni d'arguments rappellent Notre Europe. Un dernier conseil salutaire de Notre Europe : ne pas fonder son action, ni sur le force des armes comme a tendance parfois à le penser les Etats-Unis, ni sur la magie des mots comme le pensent trop souvent les européens. Plus rien, même les choses les moins contestables n'est indispensable, nécessaire, efficace, intangible. Les certitudes de la construction européenne sont ébranlées ce qui ne veut pas dire qu'elles vacillent, simplement qu'elles demandent à être consolidées avec de nouvelles pierres apportées à l'édifice. L'urgence s'impose, si non l'Europe se verra imposer bien des épreuves et bien des servitudes dont elle a perdu le souvenir pour peu qu'elle les ait connues.

« Partenariat Euro-Américain. Une nouvelle approche » est absolument à lire. La lecture n'est ni longue, ni désagréable. Une fois de plus Nicole Gnesotto a su exprimer avec clarté la complexité, avec clarté et avec un bonheur dans l'écriture assez rare. Une réserve cependant : l'ombre portée de la guerre froide est encore trop présente malgré les efforts faits pour s'en éloigner. L'OTAN est encore trop souvent évoqué : certes, aujourd'hui, la disparition de l'OTAN créerait plus de problèmes que son seul maintien n'en pose. Mais les nouveaux équilibres financiers, commerciaux et économiques ont ouvert la brèche pour des transformations qui sont déjà à l'œuvre et vont se traduire par une diminution de la puissance américaine, même si elle restera un des pôles majeurs de cette nouvelle configuration. Il est temps de réfléchir à « l'éloignement cordial » des Etats Unis et de l'alliance atlantique qu' Yves Boyer pressent comme inéluctable, même s'il n'est pas immédiat (« Vision américaine de l'OTAN » Fondation pour la recherche stratégique). Les Etats-Unis, le moment venu, n'hésiteront pas à en prendre l'initiative. Trop de choses du passé encombrent encore l'analyse, trop de choses concernant le futur n'ont pas encore pénétré l'analyse. Ainsi il est frappant de constater que des éléments sont absents malgré le fait qu'ils aient dominé (empoisonné diront certains) avec constance les relations entre européens et américains au cours de ces dernières années : le lecteur ne trouvera rien sur les leçons à tirer des conflits après sur la protection des données personnelles, la conception de la vie privée, les affaires Swift, PNR, Acta, les vols secrets et prisons secrètes de la CIA. Ce sont plus que de simples anecdotes. Il suffit de constater la mobilisation par les Etats-Unis de toute sa capacité d'influence qui est grande pour empêcher le Parlement européen de « ratifier » l'accord concernant le transfert des données bancaires dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, dit « accord Swift ». Des enseignements sont à tirer incontestablement.

(1) *Partenariat Euro-Américain. Une nouvelle approche (FR)* http://www.notre-europe.eu/uploads/tx_publication/Etude75-PartenariatEuro-Am ricain-fr.pdf

(2) (EN) http://www.notre-europe.eu/uploads/tx_publication/Etude75-EU-US_Relations-en.pdf

Groupe de réflexion :Romano Prodi, Guy Verhofstadt (co-présidents), Jézy Busek, Etienne Davignon, Jacques Delors, Joschka Fischer, Paavo Lipponen, Tommaso Padoa-Schioppa

Rapporteur : Nicole Gnesotto

Classé dans :[Actualités](#), [BREVES](#)